

# Table des matières

## LIVRE I - DES TRANSPORTS EN GÉNÉRAL

### Chapitre I<sup>er</sup> - Généralités

21 mars 1804 (30 ventôse an XII). – CODE CIVIL .....	1
25 mars 1957. – TRAITÉ sur le fonctionnement de l'Union européenne. Version consolidée ( <i>JO C 115, 9 mai 2008</i> ) .....	1
18 février 1969. – LOI relative aux mesures d'exécution des Traités et Actes internationaux en matière de transport par mer, par route, par chemin de fer ou par voie navigable ( <i>Mon. 4 avril 1969</i> ) .....	2
16 novembre 2001. – CONVENTION du Cap relative aux garanties internationales portant sur des matériels d'équipement mobiles .....	3
20 mars 2009. – DÉCRET relatif à la politique de mobilité ( <i>Mon. 20 avril 2009</i> ) .....	3
19 juin 2009. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand relatif à la charte de mobilité provinciale ( <i>Mon. 14 août 2009</i> ) .....	8
27 mai 2014. – LOI portant approbation de certaines modifications de divers actes internationaux adoptés sous les auspices de l'Organisation maritime internationale ( <i>Mon. 17 juin 2014</i> ) .....	9

### Chapitre II - Infrastructures

7 juillet 2010. – DIRECTIVE 2010/40/UE du Parlement européen et du Conseil concernant le cadre pour le déploiement de systèmes de transport intelligents dans le domaine du transport routier et d'interfaces avec d'autres modes de transport ( <i>J.O. L 207, 6 août 2010</i> ) .....	10
28 mars 2013. – ORDONNANCE du Parlement de la Région de Bruxelles-capitale concernant le cadre relatif au déploiement des systèmes de transport intelligents dans le domaine du transport routier et d'interfaces avec d'autres modes de transport ( <i>Mon. 15 avril 2013</i> ) .....	12
29 mars 2013. – DÉCRET du Parlement flamand concernant le cadre pour le déploiement de systèmes de transport intelligents dans le domaine du transport routier et d'interfaces avec d'autres modes de transport ( <i>Mon. 16 avril 2013</i> ) .....	13
18 avril 2013. – DÉCRET du Conseil régional wallon relatif au cadre pour le déploiement de systèmes de transport intelligents dans le domaine du transport routier et d'interfaces avec d'autres modes de transport ( <i>Mon. 26 avril 2013</i> ) .....	14
5 juillet 2013. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand relatif au cadre pour le déploiement de systèmes de transport intelligents dans le domaine du transport routier et d'interfaces avec d'autres modes de transport ( <i>Mon. 24 juillet 2013</i> ) .....	14

### Chapitre III - Circulation

15 septembre 1976. – ARRÊTÉ ROYAL portant règlement sur la police des transports de personnes par tram, pré-métro, métro, autobus et autocar ( <i>Mon. 18 septembre 1976</i> ) .....	17
--	----

### Chapitre IV - Exploitation

13 août 1810. – DÉCRET IMPÉRIAL sur la manière dont il sera procédé dans le cas où les ballots, caisses, malles, paquets et tous les autres objets confiés à des entrepreneurs de roulage ou de messageries, n'auront pas été réclamés dans les six mois de l'arrivée à leur destination .....	22
2 décembre 1972. – CONVENTION internationale sur la sécurité des conteneurs (C.S.C.) et annexes ( <i>Mon. 2 décembre 1972</i> ) .....	22

Édition 2016 (1<sup>er</sup> août 2016) – © Bruylant

4 juin 1984. – ARRÊTÉ ROYAL concernant la sécurité des conteneurs ( <i>Mon. 25 juillet 1984</i> ) .....	24
7 décembre 1992. – DIRECTIVE 92/106/CEE du Conseil relative à l'établissement de règles communes pour certains transports combinés de marchandises entre États membres ( <i>J.O. L 368, 17 décembre 1992</i> ) .....	25
20 avril 2004. – POLICE D'ASSURANCE d'Anvers sur marchandises ...	25
5 juillet 2006. – ARRÊTÉ ROYAL concernant la désignation ainsi que la qualification professionnelle de conseillers à la sécurité pour le transport par route, par rail ou par voie navigable de marchandises dangereuses ( <i>Mon. 22 août 2006</i> ) .....	27
23 octobre 2007. – RÈGLEMENT (CE) n° 1370/2007 du Parlement européen et du Conseil relatif aux services publics de transport de voyageurs par chemin de fer et par route, et abrogeant les règlements (CEE) n° 1191/69 et (CEE) n° 1107/70 du Conseil ( <i>J.O. L 315, 3 décembre 2007</i> ) .....	27
24 septembre 2008. – DIRECTIVE 2008/68/CE du Parlement européen et du Conseil relative au transport intérieur des marchandises dangereuses ( <i>J.O. L 260, 30 septembre 2008</i> ) .....	29
26 février 2009. – RÈGLEMENT (C.E.) n° 169/2009 du Conseil de la Commission européenne portant application de règles de concurrence aux secteurs des transports par chemin de fer, par route et par voie navigable (version codifiée) ( <i>J.O. L 61, 5 mars 2009</i> ) .....	40
28 juin 2009. – ARRÊTÉ ROYAL relatif au transport des marchandises dangereuses par route ou par chemin de fer, à l'exception des matières explosibles et radioactives ( <i>Mon. 30 juin 2009; Err. Mon. 27 mai 2011</i> ) .....	40
7 juillet 2010. – DIRECTIVE 2010/40/UE du Parlement européen et du Conseil concernant le cadre pour le déploiement de systèmes de transport intelligents dans le domaine du transport routier et d'interfaces avec d'autres modes de transport ( <i>J.O. L 207, 6 août 2010</i> ) .....	44

### Chapitre V - Contrats

21 mars 1804 (30 ventôse an XII). – CODE CIVIL .....	46
16 décembre 1851. – LOI hypothécaire ( <i>Mon. 22 décembre 1851</i> ) .....	46
10 - 15 septembre 1807. – CODE DE COMMERCE .....	46

## LIVRE II - DE LA COMMISSION ET DE LA LOGISTIQUE

### Chapitre I<sup>er</sup> - Généralités

### Chapitre II - Infrastructure

### Chapitre III - Circulation

### Chapitre IV - Exploitation

26 juin 1967. – LOI relative au statut des auxiliaires de transport de marchandises ( <i>Mon. 27 septembre 1967</i> ) .....	48
18 juillet 1975. – ARRÊTÉ ROYAL créant la licence de commissionnaire de transport ( <i>Mon. 2 août 1975</i> ) .....	49
12 janvier 1978. – ARRÊTÉ ROYAL créant la licence de courtier de transport ( <i>Mon. 18 février 1978</i> ) .....	52

## Chapitre V - Contrats

19 juin 1980. – CONVENTION sur la loi applicable aux obligations contractuelles - version consolidée (*Mon. 9 octobre 1987; J.O. C 334, 30 décembre 2005*).....

55

## LIVRE III - DE L'AÉROSPATIALE

### Titre I<sup>er</sup> - Du droit aérien

#### Chapitre I<sup>er</sup> - Généralités

27 juin 1937. – LOI portant révision de la loi du 16 novembre 1919 relative à la réglementation de la navigation aérienne (*Mon. 26-27 juillet 1937*). .

57

7 décembre 1944. – CONVENTION relative à l'aviation civile internationale (*Mon. 8 janvier 1970*).....

63

15 mars 1954. – ARRÊTÉ ROYAL réglementant la navigation aérienne (*Mon. 26 mars 1954*) .....

69

14 septembre 1963. – CONVENTION relative aux infractions et à certains autres actes survenant à bord des aéronefs (*Mon. 30 octobre 1970*) .....

74

16 décembre 1970. – CONVENTION pour la répression de la capture illicite d'aéronefs (*Mon. 25 septembre 1973*).....

76

23 septembre 1971. – CONVENTION pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile (*Mon. 1<sup>er</sup> septembre 1976*) .....

77

14 décembre 2005. – RÈGLEMENT (CE) n° 2111/2005 du Parlement européen et du Conseil concernant l'établissement d'une liste communautaire des transporteurs aériens qui font l'objet d'une interdiction d'exploitation dans la Communauté et l'information des passagers du transport aérien sur l'identité du transporteur aérien effectif, et abrogeant l'article 9 de la directive 2004/36/CE (*J.O. L 344, 27 décembre 2005*).....

78

24 septembre 2008. – RÈGLEMENT (CE) n° 1008/2008 du Parlement européen et du Conseil établissant des règles communes pour l'exploitation de services aériens dans la Communauté (*J.O. L 293, 31 octobre 2008*) .....

80

#### Chapitre II - Infrastructures

23 juin 1994. – DÉCRET du Conseil régional wallon relatif à la création et à l'exploitation des aéroports et aérodromes relevant de la Région wallonne (*Mon. 15 juillet 1994*).....

86

19 décembre 1997. – LOI visant à rationaliser la gestion de l'aéroport de Bruxelles-National (*Mon. 30 décembre 1997*).....

88

2 avril 1998. – ARRÊTÉ ROYAL portant réforme des structures de gestion de l'aéroport de Bruxelles-national (*Mon. 11 avril 1998*).....

89

9 juillet 1998. – LOI portant confirmation de l'arrêté royal du 2 avril 1998 portant réforme des structures de gestion de l'aéroport de Bruxelles-National pris en application de la loi du 19 décembre 1997 visant à rationaliser la gestion de l'aéroport de Bruxelles-National (*Mon. 31 juillet 1998*).....

93

25 septembre 2003. – ARRÊTÉ ROYAL établissant des règles et procédures concernant l'introduction de restrictions d'exploitation à l'aéroport de Bruxelles-National (*Mon. 26 septembre 2003*).....

93

27 mai 2004. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la transformation de Brussels International Airport Company (B.I.A.C.) en société anonyme de droit privé et aux installations portuaires (*Mon. 24 juin 2004*) .....

94

21 juin 2004. – ARRÊTÉ ROYAL octroyant la licence d'exploitation de l'aéroport de Bruxelles-National (*Mon. 15 juillet 2004*).....

99

13 novembre 2009. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux amendes administratives applicables en cas d'infraction à la réglementation aérienne (*Mon. 11 décembre 2009*).....

104

6 novembre 2010. – ARRÊTÉ ROYAL réglementant l'accès au marché de l'assistance en escale à l'aéroport de Bruxelles-National (*Mon. 17 novembre 2010*) .....

105

19 novembre 2014. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL relatif à l'agrément des prestataires de services d'assistance en escale à l'aéroport de Bruxelles-National (*Mon. 22 décembre 2014*).....

107

#### Chapitre III - Circulation

13 décembre 1960. – CONVENTION internationale de coopération pour la sécurité de la navigation aérienne «EUROCONTROL» signée à Bruxelles. (*Mon. 30 mars 1963*) .....

112

3 mai 1991. – ARRÊTÉ ROYAL portant réglementation de la sûreté de l'aviation civile (*Mon. 28 mai 1991*).....

115

24 mars 1992. – TRAITÉ sur le régime «Ciel ouvert» applicable à la conduite de vols d'observation par les États Parties au-dessus des territoires d'autres États Parties et énonçant les droits et obligations qui en découlent pour les États Parties et Annexes, faits à Helsinki le 24 mars 1992, approuvé par la loi du 15 mai 1995 (*Mon. 12 décembre 1992*).....

118

18 janvier 1993. – RÈGLEMENT (C.E.E.) n° 95/93 du Conseil fixant des règles communes en ce qui concerne l'attribution des créneaux horaires dans les aéroports de la Communauté (*J.O. L 14, 22 janvier 1993*).....

118

25 mai 1999. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les conditions particulières imposées pour l'admission à la circulation aérienne des aéronefs ultra-légers motorisés (*Mon. 26 août 1999*).....

121

16 mars 2009. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les conditions d'admission à la circulation aérienne de certains aéronefs non munis d'un certificat de navigabilité (*Mon. 16 avril 2009*).....

125

26 septembre 2012. – RÈGLEMENT d'exécution (U.E.) n° 923/2012 de la Commission établissant les règles de l'air communes et des dispositions opérationnelles relatives aux services et procédures de navigation aérienne et modifiant le règlement d'exécution (U.E.) n° 1035/2011, ainsi que les règlements (C.E.) n° 1265/2007, (C.E.) n° 1794/2006, (C.E.) n° 730/2006, (C.E.) n° 1033/2006 et (UE) n° 255/2010 (*J.O. 13 octobre 2012*) .....

125

25 avril 2014. – ARRÊTÉ ROYAL portant approbation du troisième contrat de gestion entre l'État et Belgocontrol (*Mon. 14 mai 2014*).....

125

11 avril 2014. – Troisième CONTRAT DE GESTION entre l'État et Belgocontrol (*Mon. 14 mai 2014*) .....

126

19 décembre 2014. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux règles de l'air et aux dispositions opérationnelles relatives aux services et procédures de navigation aérienne (*Mon. 30 décembre 2014*).....

130

10 avril 2016. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'utilisation des aéronefs télépilotes dans l'espace aérien belge (*Mon. 15 avril 2016*) .....

132

#### Chapitre IV - Exploitation

12 avril 1933. – CONVENTION sanitaire internationale pour la navigation aérienne, signée à La Haye le 12 avril 1933 (*Mon. 18 décembre 1935*) ..

142

29 mai 1933. – CONVENTION internationale pour l'unification de certaines règles relatives à la saisie conservatoire des aéronefs (*Mon. 14 février 1937*) ..

142

19 juin 1948. – CONVENTION relative à la reconnaissance internationale des droits sur aéronefs (*Mon. 18 décembre 1993*) .....

142

6 août 1993. – LOI portant approbation de la Convention relative à la reconnaissance internationale des droits sur aéronefs, faite à Genève le 19 juin 1948 (*Mon. 18 décembre 1993*).....

142

7 octobre 1952. – CONVENTION relative aux dommages, causés aux tiers à la surface par des aéronefs étrangers (*Mon. 27 septembre 1952*).....

143

14 juillet 1966. – LOI portant approbation de la Convention relative aux dommages causés aux tiers à la surface par des aéronefs étrangers, signée à Rome, le 7 octobre 1952 (*Mon. 27 septembre 1966*) .....

143

21 mars 1991. – LOI portant réforme de certaines entreprises publiques économiques ( <i>Mon. 27 mars 1991</i> ) . . . . .	146	20 octobre 2010. – RÈGLEMENT (U.E.) n° 996/2010 du Parlement européen et du Conseil sur les enquêtes et la prévention des accidents et des incidents dans l'aviation civile et abrogeant la directive 94/56/CE ( <i>J.O. L 295, 12 novembre 2010</i> ) . . . . .	185
6 mai 1991. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL portant réglementation des modalités et des conditions dans lesquelles les compagnies aériennes prennent elles-mêmes, pour les vols de passagers, des mesures de sûreté qui ne sont pas imposées par les autorités aéronautiques belges ( <i>Mon. 5 juin 1991</i> ) . . . . .	148	3 avril 2014. – RÈGLEMENT (U.E.) n° 376/2014 du Parlement européen et du Conseil concernant les comptes rendus, l'analyse et le suivi d'événements dans l'aviation civile, modifiant le règlement (U.E.) n° 996/2010 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 2003/42/CE du Parlement européen et du Conseil et les règlements de la Commission (C.E.) n° 1321/2007 et (C.E.) n° 1330/2007 ( <i>J.O. L 122, 24 avril 2014</i> ) . . . . .	189
3 août 1994. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL fixant les conditions de délivrance des licences d'exploitation aux transporteurs aériens ( <i>Mon. 1<sup>er</sup> octobre 1994</i> ) . . . . .	150	5 novembre 2015. – RÈGLEMENT d'exécution (U.E.) 2015/1998 de la Commission fixant des mesures détaillées pour la mise en œuvre des normes de base communes dans le domaine de la sûreté de l'aviation civile ( <i>J.O. L 299, 14 novembre 2015; Rect. J.O. L 165, 23 juin 2016</i> ) . . . . .	194
9 décembre 1998. – ARRÊTÉ ROYAL réglementant les enquêtes sur les accidents et les incidents dans l'aviation civile ( <i>Mon. 29 décembre 1998; Err. Mon. 28 mai 1999</i> ) . . . . .	150	<b>Chapitre V - Contrats</b>	
11 avril 2000. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL réglementant les conditions de transport à bord des aéronefs civils des passagers présentant des risques particuliers sur le plan de la sûreté ( <i>Mon. 14 avril 2000</i> ) . . . . .	151	7 avril 1936. – LOI approuvant la Convention internationale pour l'unification de certaines règles relatives au transport aérien international et le Protocole additionnel, signés à Varsovie le 12 octobre 1929 ( <i>Mon. 24 septembre 1936</i> ) . . . . .	227
8 juin 2001. – DÉCRET du Conseil régional wallon instituant une autorité indépendante chargée du contrôle et du suivi en matière de nuisances sonores aéroportuaires en Région wallonne ( <i>Mon. 16 juin 2001</i> ) . . . . .	152	18 septembre 1961. – CONVENTION complémentaire à la Convention de Varsovie pour l'unification de certaines règles relatives au transport aérien international effectué par une personne autre que le transporteur contractuel ( <i>Mon. 8 mai 1961</i> ) . . . . .	227
16 novembre 2001. – PROTOCOLE aéronautique portant sur les questions spécifiques aux matériels d'équipement aéronautiques à la Convention du Cap du 16 novembre 2001 relative aux garanties internationales portant sur des matériels d'équipement mobiles ( <i>J.O. L 121, 15 mai 2009</i> ) . . . . .	152	1 <sup>er</sup> avril 1969. – LOI portant approbation de la Convention complémentaire à la Convention de Varsovie, pour l'unification de certaines règles relatives au transport aérien international effectué par une personne autre que le transporteur contractuel, faite à Guadalajara le 18 septembre 1961 ( <i>Mon. 8 mai 1969</i> ) . . . . .	228
8 avril 2003. – ARRÊTÉ ROYAL relatif au personnel de certification selon la norme JAR-66 ( <i>Mon. 6 mai 2003</i> ) . . . . .	152	12 octobre 1929. – CONVENTION de Varsovie amendée à La Haye en 1955 et par le Protocole n° 4 de Montréal de 1975 . . . . .	228
21 avril 2004. – RÈGLEMENT (CE) n° 785/2004 du Parlement européen et du Conseil relatif aux exigences en matière d'assurance applicables aux transporteurs aériens et aux exploitants d'aéronefs ( <i>J.O. L 138, 30 avril 2004</i> ) . . . . .	154	9 octobre 1997. – RÈGLEMENT (CE) n° 2027/97 du Conseil relatif à la responsabilité des transporteurs aériens en ce qui concerne le transport aérien de passagers et de leurs bagages ( <i>J.O. L 285, 17 octobre 1997</i> ) . . . . .	232
3 mai 2004. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL relatif à la gestion des nuisances sonores à l'aéroport de Bruxelles-National ( <i>Mon. 11 juin 2004</i> ) . . . . .	155	28 mai 1999. – CONVENTION pour l'unification de certaines règles relatives au transport aérien international ( <i>Mon. 18 mai 2004</i> ) . . . . .	233
9 janvier 2005. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les conditions d'exploitation technique des avions relevant de l'aviation générale ( <i>Mon. 7 février 2005</i> ) . . . . .	156	13 mai 2003. – LOI portant assentiment à la Convention pour l'unification de certaines règles relatives au transport aérien international, faite à Montréal le 28 mai 1999 ( <i>Mon. 18 mai 2004</i> ) . . . . .	238
22 avril 2005. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux comptes rendus d'événements dans l'aviation civile ( <i>Mon. 23 mai 2005</i> ) . . . . .	162	11 février 2004. – RÈGLEMENT (CE) n° 261/2004 du Parlement et du Conseil établissant des règles communes en matière d'indemnisation et d'assistance des passagers en cas de refus d'embarquement et d'annulation ou de retard important d'un vol, et abrogeant le règlement (CEE) n° 295/91 ( <i>J.O. L 46, 17 février 2004</i> ) . . . . .	238
18 novembre 2005. – ARRÊTÉ ROYAL réglementant le transport aérien des marchandises dangereuses ( <i>Mon. 9 janvier 2006</i> ) . . . . .	163	5 juillet 2006. – RÈGLEMENT (C.E.) n° 1107/2006 du Parlement européen et du Conseil concernant les droits des personnes handicapées et des personnes à mobilité réduite lorsqu'elles font des voyages aériens ( <i>J.O. L 204, 26 juillet 2006; Rect. J.O. L 26, 26 janvier 2013</i> ) . . . . .	241
11 décembre 2006. – ARRÊTÉ ROYAL concernant l'obligation pour les transporteurs aériens de communiquer les données relatives aux passagers ( <i>Mon. 22 décembre 2006</i> ) . . . . .	166	<b>Titre II - Du droit spatial</b>	
20 février 2008. – RÈGLEMENT (C.E.) n° 216/2008 du Parlement européen et du Conseil concernant des règles communes dans le domaine de l'aviation civile et instituant une Agence européenne de la sécurité aérienne, et abrogeant la directive 91/670/CEE du Conseil, le règlement (C.E.) n° 1592/2002 et la directive 2004/36/CE ( <i>J.O. L 79, 19 mars 2008</i> ) . . . . .	166	27 janvier 1967. – TRAITÉ sur les principes régissant les activités des États en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes, fait à Londres, Moscou et Washington . . . . .	244
25 octobre 2013. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution du Règlement (U.E.) n° 1178/2011 de la Commission du 3 novembre 2011 déterminant les exigences techniques et les procédures administratives applicables au personnel navigant de l'aviation civile conformément au Règlement (C.E.) n° 216/2008 du Parlement européen et du Conseil ( <i>Mon. 16 décembre 2013</i> ) . . . . .	178	22 avril 1968. – ACCORD sur le sauvetage des astronautes, le retour des astronautes et la restitution des objets lancés dans l'espace extra-atmosphérique, fait à Londres, Moscou et Washington ( <i>Mon. 18 octobre 1978</i> ) . . . . .	245
11 mars 2008. – RÈGLEMENT (C.E.) n° 300/2008 du Parlement européen et du Conseil de la Communauté européenne du 11 mars 2008 relatif à l'instauration de règles communes dans le domaine de la sûreté de l'aviation civile et abrogeant le règlement (C.E.) n° 2320/2002 ( <i>J.O. L 97, 9 avril 2008</i> ) . . . . .	180	29 mars 1972. – CONVENTION sur la responsabilité internationale pour les dommages causés par des objets spatiaux, faite à Londres, Moscou et Washington ( <i>Mon. 28 juillet 1977</i> ) . . . . .	245
18 août 2010. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la désignation de transporteurs aériens communautaires et à l'attribution de droits de trafic en vue de l'exploitation de services aériens réguliers entre la Belgique et des pays non communautaires ( <i>Mon. 17 septembre 2010</i> ) . . . . .	182		
28 avril 2010. – LOI portant des dispositions diverses ( <i>Mon. 10 mai 2010</i> ) . . . . .	184		

14 janvier 1975. – CONVENTION sur l'immatriculation des objets lancés dans l'espace extra-atmosphérique, adoptée à New York le 12 novembre 1974 par l'Assemblée générale des Nations Unies (*Mon. 14 avril 1977*) . . . . . 247

30 mai 1975. – CONVENTION portant création d'une Agence spatiale européenne, et des annexes I à V, faites à Paris (*Mon. 1<sup>er</sup> décembre 1978*) . . . . . 247

18 décembre 1979. – ACCORD régissant les activités des États sur la Lune et les autres corps célestes, fait à New York (*Mon. 4 août 2004*) . . . . . 250

29 janvier 1998. – ACCORD entre le Gouvernement du Canada, les Gouvernements d'États membres de l'Agence spatiale européenne, le Gouvernement du Japon, le Gouvernement de la Fédération de Russie et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique sur la coopération relative à la station spatiale internationale civile, fait à Washington D.C (*Mon. 27 mars 2006*) . . . . . 252

25 novembre 2003. – ACCORD-CADRE entre la Communauté européenne et l'Agence spatiale (*J.O. L 261, 6 août 2004*) . . . . . 252

17 septembre 2005. – LOI relative aux activités de lancement, d'opération de vol ou de guidage d'objets spatiaux (*Mon. 16 novembre 2005*) . . . . . 252

19 mars 2008. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de certaines dispositions de la loi du 17 septembre 2005 relative aux activités de lancement, d'opération de vol ou de guidage d'objets spatiaux (*Mon. 11 avril 2008*) . . . . . 254

15 mars 1971. – LOI concernant les droits de navigation à percevoir sur les voies navigables administrées par l'État (*Mon. 7 mai 1971*) . . . . . 273

8 août 1983. – ARRÊTÉ ROYAL portant règlement de police relatif à la navigation dans le chenal d'accès à l'écluse de Kallo, dans le sas de l'écluse et dans les bassins situés sur le territoire de la rive gauche de l'Escaut (territoire R.G.E.) (*Mon. 6 octobre 1983*) . . . . . 273

19 septembre 2002. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon concernant les règles applicables aux concessions domaniales relatives aux infrastructures de tourisme fluvial sur les voies navigables de la Région wallonne (*Mon. 7 novembre 2002*) . . . . . 277

24 septembre 2006. – ARRÊTÉ ROYAL portant fixation du règlement général de police pour la navigation sur les eaux intérieures du Royaume (*Mon. 3 octobre 2006*) . . . . . 277

19 mars 2009. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux prescriptions techniques des bateaux de la navigation intérieure (*Mon. 8 avril 2009*) . . . . . 278

19 mars 2009. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon réglementant la circulation sur et dans les cours d'eau (*Mon. 15 avril 2009*) . . . . . 278

4 mars 2010. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale portant adoption du règlement régional de police du canal et du Port de Bruxelles (*Mon. 16 mars 2010*) . . . . . 279

15 mai 2014. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon portant règlement de la navigation sur les voies hydrauliques en Région wallonne et abrogeant pour la Région wallonne certaines dispositions de l'arrêté royal du 15 octobre 1935 portant règlement général des voies navigables du Royaume (*Mon. 26 août 2014*) . . . . . 279

## LIVRE IV - DE LA NAVIGATION INTÉRIEURE

### Titre I<sup>er</sup> - De la navigation intérieure

#### Chapitre I<sup>er</sup> - Généralités

15 mars 1960. – CONVENTION relative à l'unification de certaines règles en matière d'abordage en navigation intérieure, faite à Genève . . . . . 256

25 janvier 1965. – CONVENTION relative à l'immatriculation des bateaux de navigation intérieure et Protocoles n<sup>os</sup> 1 et 2 - Protocole n<sup>o</sup> 1 relatif aux droits réels sur les bateaux de navigation intérieure - Protocole n<sup>o</sup> 2 relatif à la saisie conservatoire et à l'exécution forcée concernant les bateaux de navigation intérieure, faits à Genève . . . . . 256

11 novembre 1988. – CONVENTION de Strasbourg sur la limitation de la responsabilité en navigation intérieure, faite à Strasbourg . . . . . 256

#### Chapitre II - Infrastructures

13 août 1669. – EDIT portant règlement général pour les eaux et forêts . . . . . 257

10 - 15 septembre 1807. – CODE DE COMMERCE . . . . . 257

26 mars 2012. – LOI concernant l'immatriculation des bâtiments de navigation intérieure autres que les bateaux d'intérieur visés à l'article 271, du Livre II du Code de commerce (*Mon. 30 mai 2012*) . . . . . 258

17 mai 1976. – LOI instituant un Office de la Navigation et un «Dienst voor de Scheepvaart» (*Mon. 30 juin 1976*) . . . . . 258

24 novembre 1994. – DÉCRET du Conseil régional wallon portant dissolution de l'Office de la navigation et création de l'Office de promotion des voies navigables (*Mon. 23 décembre 1994*) . . . . . 259

15 décembre 1999. – ARRÊTÉ ROYAL portant dissolution de l'Office régulateur de la Navigation intérieure (*Mon. 21 janvier 2000*) . . . . . 259

2 avril 2004. – DÉCRET du Parlement flamand portant transformation du «Dienst voor de Scheepvaart» (Office de la Navigation) en agence autonomisée externe de droit public, dénommée «De Scheepvaart» (*Mon. 26 mai 2004*) . . . . . 259

#### Chapitre III - Circulation

15 octobre 1935. – ARRÊTÉ ROYAL Règlement général des voies navigables du Royaume (*Mon. 15 octobre 1936*) . . . . . 260

31 mai 1968. – ARRÊTÉ ROYAL portant règlement de police de l'Escaut maritime inférieur (*Mon. 25 juillet 1968*) . . . . . 273

#### Chapitre IV - Exploitation

4 septembre 1908. – LOI relative à la saisie et à la surenchère sur aliénation volontaire des navires et des bateaux, ainsi qu'à la compétence en matière maritime et fluviale (*Mon. 25 septembre 1908*) . . . . . 283

5 juin 1972. – LOI sur la sécurité des bâtiments de navigation (*Mon. 17 octobre 1972*) . . . . . 283

8 juillet 1976. – LOI relative à la licence d'exploitation des bâtiments de navigation intérieure et au financement de l'Institut pour le transport par batellerie (*Mon. 15 septembre 1976*) . . . . . 283

9 novembre 1987. – DIRECTIVE 87/540/CEE du Conseil relative à l'accès à la profession de transporteur de marchandises par voie navigable dans le domaine des transports nationaux et visant à la reconnaissance mutuelle des diplômes, certificats et autres titres concernant cette profession (*J.O. L 322, 12 novembre 1987*) . . . . . 284

21 décembre 1990. – LOI relative à l'enregistrement des navires (*Mon. 29 décembre 1990*) . . . . . 284

21 mai 1991. – LOI relative à l'instauration d'un brevet de conduite pour la navigation sur les voies navigables du Royaume (*Mon. 26 juillet 1991*) . . . . . 284

16 décembre 1991. – RÈGLEMENT (CEE) n<sup>o</sup> 3921/91 du Conseil fixant les conditions de l'admission de transporteurs non résidents aux transports nationaux de marchandises ou de personnes par voie navigable dans un État membre (*J.O. L 373, 31 décembre 1991*) . . . . . 284

14 mai 1993. – ARRÊTÉ ROYAL portant certaines conditions pour la participation au transport sur les voies navigables du Royaume (*Mon. 22 juin 1993*) . . . . . 285

2 juin 1993. – ARRÊTÉ ROYAL relatif au brevet de conduite exigé pour la navigation sur les voies navigables du Royaume en ce qui concerne certaines catégories de bateaux de plaisance (*Mon. 25 juin 1993*) . . . . . 285

16 mai 1995. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL relatif aux modalités de délivrance des brevets de conduite exigés pour la navigation sur les voies navigables du Royaume en ce qui concerne certaines catégories de bateaux de plaisance (*Mon. 31 mai 1995*) . . . . . 286

16 janvier 1996. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'accès à la profession de transporteur de marchandises par voie navigable dans le domaine des transports nationaux et internationaux (*Mon. 15 mai 1996*) . . . . . 287

4 avril 1996. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'enregistrement des navires et l'entrée en vigueur de la loi du 21 décembre 1990 relative à l'enregistrement des navires ( <i>Mon. 11 mai 1996</i> ) . . . . .	289	28 mars 2013. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale relatif au transport de marchandises dangereuses par voie de navigation intérieure ( <i>Mon. 17 juin 2013</i> ) . . . . .	314
8 juillet 1996. – RÈGLEMENT (CE) n° 1356/96 du Conseil concernant des règles communes applicables aux transports de marchandises ou de personnes par voie navigable entre États membres, en vue de réaliser dans ces transports la libre prestation de services ( <i>J.O. L 175, 13 juillet 1996</i> ) . . . . .	289	<b>Chapitre V - Contrats</b>	
9 septembre 1996. – CONVENTION relative à la collecte, au dépôt et à la réception des déchets survenant en navigation rhénane et intérieure, aux Annexes 1 et 2, et aux Appendices I, II, III, IV et V, faits à Strasbourg. . . . .	289	5 mai 1936. – LOI sur l'affrètement fluvial ( <i>Mon. 10 juin 1936</i> ) . . . . .	316
23 décembre 1998. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'obtention de certificats de conduite de bateaux de navigation intérieure destinés au transport de marchandises et de personnes ( <i>Mon. 30 décembre 1998</i> ) . . . . .	289	27 juin 1960. – RÈGLEMENT n° 11 du Conseil de la Communauté économique européenne concernant la suppression de discriminations en matière de prix et conditions de transport, pris en exécution de l'article 79, §3, du Traité instituant la Communauté économique européenne ( <i>J. O. L 52, 16 août 1960</i> ) . . . . .	319
4 juin 1999. – ARRÊTÉ ROYAL: 1° relatif à l'inscription et à l'enregistrement des bateaux de plaisance; 2° modifiant l'arrêté royal du 4 avril 1996 relatif à l'enregistrement des navires; 3° modifiant l'arrêté royal du 4 août 1981 portant règlement de police et de navigation pour la mer territoriale belge, les ports et les plages du littoral belge ( <i>Mon. 14 août 1999</i> ) . . . . .	292	26 novembre 1969. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'application aux transports de marchandises par voie navigable du règlement n° 11 concernant la suppression de discriminations en matière de prix et conditions de transport, pris en exécution de l'article 79, § 3, du Traité instituant la Communauté économique européenne ( <i>Mon. 16 janvier 1970</i> ) . . . . .	319
26 mai 2000. – ACCORD européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par voies de navigation intérieures (ADN), fait à Genève	292	19 novembre 1996. – DIRECTIVE 96/75/CE du Conseil concernant les modalités d'affrètement et de formation des prix dans le domaine des transports nationaux et internationaux de marchandises par voie navigable dans la Communauté ( <i>J.O. L 304, 27 décembre 1996</i> ) . . . . .	320
23 février 2005. – ARRÊTÉ ROYAL portant fixation d'exigences essentielles de sécurité et d'exigences essentielles en matière d'émissions gazeuses et sonores pour les bateaux de plaisance ( <i>Mon. 2 mars 2005</i> ) . . . . .	295	20 juillet 1998. – ARRÊTÉ ROYAL portant instauration de la liberté d'affrètement et de formation des prix dans le secteur national et international du transport de marchandises par voie navigable ( <i>Mon. 28 juillet 1998</i> ) . . . . .	320
7 septembre 2005. – DIRECTIVE 2005/44/CE du Parlement européen et du Conseil relative à des services d'information fluviale (SIF) harmonisés sur les voies navigables communautaires ( <i>J.O. L 255, 30 septembre 2005; Rect. J.O. L 344, 27 décembre 2005</i> ) . . . . .	297	22 juin 2001. – CONVENTION de Budapest relative au contrat de transport de marchandises en navigation intérieure (C.M.N.I.) ( <i>Mon. 10 octobre 2008</i> )	320
12 décembre 2006. – DIRECTIVE 2006/87/CE du Parlement européen et du Conseil établissant les prescriptions techniques des bateaux de la navigation intérieure ( <i>J.O. L 389, 30 décembre 2006</i> ) . . . . .	297	29 juin 2008. – LOI portant assentiment à la convention de Budapest relative au contrat de transport de marchandises en navigation intérieure (C.M.N.I.), faite à Budapest le 22 juin 2001 ( <i>Mon. 10 octobre 2008</i> ) . . . . .	325
8 mars 2007. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux bateaux de navigation intérieure qui sont aussi utilisés pour effectuer des voyages non internationaux par mer ( <i>Mon. 16 mars 2007</i> ) . . . . .	297	24 novembre 2010. – RÈGLEMENT (U.E.) n° 1177/2010 du Parlement européen et du Conseil concernant les droits des passagers voyageant par mer ou par voie de navigation intérieure et modifiant le règlement (C.E.) n° 2006/2004 ( <i>J.O. L 334, 17 décembre 2010</i> ) . . . . .	325
9 mars 2007. – ARRÊTÉ ROYAL portant les prescriptions d'équipage sur les voies navigables du Royaume ( <i>Mon. 16 mars 2007</i> ) . . . . .	298	19 juin 2011. – ARRÊTÉ ROYAL relatif au délai de starie et aux taux des surestaries en matière d'affrètement fluvial ( <i>Mon. 19 juillet 2011; Err. Mon. 7 mars 2012</i> ) . . . . .	325
19 mars 2009. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux prescriptions techniques des bateaux de la navigation intérieure ( <i>Mon. 8 avril 2009</i> ) . . . . .	304	3 juin 2014. – LOI relative à l'affrètement et la formation des prix dans la navigation intérieure, concernant des matières visées à l'article 78 de la Constitution ( <i>Mon. 12 août 2014</i> ) . . . . .	325
31 juillet 2009. – ARRÊTÉ ROYAL relatif au transport des marchandises dangereuses par voie de navigation intérieure ( <i>Mon. 27 août 2009</i> ) . . . . .	306	<b>Titre II - De la navigation du Rhin</b>	
16 septembre 2009. – DIRECTIVE 2009/100/CE du Parlement et du Conseil sur la reconnaissance réciproque des attestations de navigabilité délivrées pour des bateaux de la navigation intérieure ( <i>J.O. L 259, 2 octobre 2009</i> ) . . . . .	307	17 octobre 1868. – CONVENTION entre le Grand-Duché de Bade, la Bavière, la France, le Grand-Duché de Hesse, les Pays-Bas et la Prusse pour la navigation du Rhin et protocole de clôture, signés à Mannheim, dite Convention révisée pour la navigation du Rhin (Acte de Mannheim) ( <i>Mon. 29 septembre 1954; Mon. 6 mai 1955; Mon. 8 août 1970</i> ) . . . . .	327
8 octobre 2010. – ACCORD DE COOPÉRATION entre l'État fédéral et les Régions en vue de l'exécution des Règlements des Communautés européennes relatifs à une politique de capacité des flottes communautaires dans la navigation intérieure en vue de promouvoir le transport par voie navigable ( <i>Mon. 28 décembre 2011</i> ) . . . . .	307	4 mai 1936. – MODUS VIVENDI relatif à la Convention révisée pour la navigation du Rhin . . . . .	327
2 février 2012. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon relatif au transport intérieur de marchandises dangereuses par voie navigable ( <i>Mon. 23 février 2012</i> )	307	20 novembre 1963. – CONVENTION portant amendement à la Convention révisée pour la navigation du Rhin ( <i>Mon. 29 juin 1967</i> ) . . . . .	327
26 mars 2012. – LOI concernant l'immatriculation des bâtiments de navigation intérieure autres que les bateaux d'intérieur visés à l'article 271, du Livre II du Code de commerce ( <i>Mon. 30 mai 2012</i> ) . . . . .	309	23 octobre 1969. – RÈGLEMENT portant amendement à la Convention révisée pour la navigation du Rhin - Règlement de procédure de la Chambre des appels de la Commission centrale, adopté par résolution de la CCNR, et révisé par une résolution de la CCNR du 23 novembre 2006 ( <i>Mon. 8 août 1970</i> ) . . . . .	327
6 juillet 2012. – DÉCRET du Parlement flamand concernant le transport de marchandises dangereuses par voies navigables ( <i>Mon. 1<sup>er</sup> août 2012</i> ) . . . . .	309	25 octobre 1972. – PROTOCOLE ADDITIONNEL n° 1 à la Convention révisée pour la navigation du Rhin ( <i>Mon. 8 mai 1995; Mon. 9 mai 1995</i> ) . . . . .	327
14 décembre 2012. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand relatif au transport des marchandises dangereuses par voie de navigation intérieure ( <i>Mon. 30 janvier 2013</i> ) . . . . .	310	17 octobre 1979. – PROTOCOLE ADDITIONNEL n° 2 à la Convention révisée pour la navigation du Rhin ( <i>Mon. 1<sup>er</sup> septembre 1982; Mon. 10 septembre 1982</i> ) . . . . .	327

17 octobre 1979. – PROTOCOLE ADDITIONNEL n° 3 à la Convention révisée pour la navigation du Rhin ( <i>Mon. 1<sup>er</sup> septembre 1982; Mon. 10 septembre 1982</i> ) . . . . .	327
25 avril 1989. – PROTOCOLE ADDITIONNEL n° 4 à la Convention révisée pour la navigation du Rhin ( <i>Mon. 9 janvier 1992</i> ) . . . . .	327
28 avril 1999. – PROTOCOLE ADDITIONNEL n° 5 à la Convention révisée pour la navigation du Rhin ( <i>Mon. 13 avril 2004</i> ) . . . . .	327
21 octobre 1999. – PROTOCOLE ADDITIONNEL n° 6 à la Convention révisée pour la navigation du Rhin ( <i>Mon. 13 avril 2004</i> ) . . . . .	327
27 novembre 2002. – PROTOCOLE ADDITIONNEL n° 7 à la Convention révisée pour la navigation du Rhin ( <i>Mon. 13 janvier 2005</i> ) . . . . .	327

## LIVRE V - DE LA NAVIGATION MARITIME

### Chapitre I<sup>er</sup> - Généralités

10 - 15 septembre 1807. – CODE DE COMMERCE . . . . .	329
29 avril 1958. – CONVENTION sur la haute mer ( <i>Mon. 29 avril 1958</i> ) . . . . .	344
29 avril 1958. – CONVENTION sur la mer territoriale et la zone contiguë ( <i>Mon. 2 février 1972</i> ) . . . . .	345
6 avril 1974. – CONVENTION relative à un code de conduite des conférences maritimes faites à Genève ( <i>Mon. 8 mars 1988</i> ) . . . . .	346
10 décembre 1982. – CONVENTION des Nations Unies sur le droit de la mer, faite à Montego Bay ( <i>Mon. 16 septembre 1999</i> ) . . . . .	346
22 décembre 1986. – RÈGLEMENT (C.E.E.) n° 4055/86 du Conseil portant application du principe de la libre prestation des services aux transports maritimes entre États membres et entre États membres et pays tiers ( <i>J.O. L 378, 31 décembre 1986; Rect. J.O. L 93, 7 avril 1987</i> ) . . . . .	346
22 décembre 1986. – RÈGLEMENT (C.E.E.) n° 4056/86 du Conseil déterminant les modalités d'application des articles 85 et 86 du traité aux transports maritimes ( <i>J.O. L 378, 31 décembre 1986</i> ) . . . . .	346
22 décembre 1986. – RÈGLEMENT (C.E.E.) n° 4057/86 du Conseil relatif aux pratiques tarifaires déloyales dans les transports maritimes ( <i>J.O. L 378, 31 décembre 1986</i> ) . . . . .	346
22 décembre 1986. – RÈGLEMENT (C.E.E.) n° 4058/86 du Conseil concernant une action coordonnée en vue de sauvegarder le libre accès au trafic transocéanique ( <i>J.O. L 378, 31 décembre 1986</i> ) . . . . .	349
17 juillet 1987. – LOI portant approbation de la Convention relative à un Code de conduite des conférences maritimes, et de l'Annexe faites à Genève le 6 avril 1974 ( <i>Mon. 8 mars 1988</i> ) . . . . .	349
6 octobre 1987. – LOI fixant la largeur de la mer territoriale de la Belgique ( <i>Mon. 22 octobre 1987</i> ) . . . . .	349
11 avril 1989. – LOI portant approbation et exécution de divers actes internationaux en matière de navigation maritime ( <i>Mon. 6 octobre 1989</i> ) . . . . .	349
24 novembre 1989. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'exécution et l'entrée en vigueur de la loi du 11 avril 1989 portant approbation et exécution de divers actes internationaux en matière de navigation maritime ( <i>Mon. 1<sup>er</sup> décembre 1989</i> ) . . . . .	351
18 juin 1998. – LOI portant assentiment à la Convention des Nations Unies sur le droit de la Mer, faite à Montego Bay le 10 décembre 1982 et l'Accord relatif à l'application de la partie XI de la Convention des Nations Unies sur le droit de la Mer du 10 décembre 1982, fait à New York le 28 juillet 1994 ( <i>Mon. 16 septembre 1999</i> ) . . . . .	351
20 janvier 1999. – LOI visant la protection du milieu marin et l'organisation de l'aménagement des espaces marins sous juridiction de la Belgique ( <i>Mon. 12 mars 1999</i> ) . . . . .	351

19 avril 2000. – RÈGLEMENT (CE) n° 823/2000 de la Commission concernant l'application de l'article 81, paragraphe 3, du Traité à certaines catégories d'accords, de décisions et de pratiques concertées entre compagnies maritimes de ligne (consortiums) ( <i>J.O. L 100, 20 avril 2000</i> ) . . . . .	353
26 février 2009. – RÈGLEMENT (C.E.) n° 246/2009 du conseil de la Communauté européenne concernant l'application de l'article 81, paragraphe 3, du traité à certaines catégories d'accords, de décisions et de pratiques concertées entre compagnies maritimes de ligne («consortia») ( <i>J.O. L 79, 25 mars 2009</i> ) . . . . .	353
24 avril 2014. – LOI relative à la publication de divers actes internationaux portant des prescriptions techniques en matière de navires et de navigation maritime ( <i>Mon. 16 mai 2014</i> ) . . . . .	353

### Chapitre II - Infrastructures

9 décembre 1923. – CONVENTION et Statut sur le régime international des ports maritimes, et Protocole de signature, signés à Genève ( <i>Mon. 14 août 1927</i> ) . . . . .	354
17 mai 1976. – LOI instituant un Office de la Navigation et un «Dienst voor de Scheepvaart» ( <i>Mon. 30 juin 1976</i> ) . . . . .	354
7 novembre 1983. – ARRÊTÉ ROYAL d'exécution de la loi du 8 février 1978 portant approbation de la Convention pour la prévention de la pollution marine par les opérations d'immersion effectuées par les navires et aéronefs, et des Annexes, faites à Oslo le 15 février 1972 et prévoyant certaines dispositions relatives à l'immersion et l'incinération des déchets et autres substances en mer ( <i>Mon. 25 janvier 1984</i> ) . . . . .	354
4 mai 1994. – DÉCRET relatif à l'agence autonomisée externe de droit public «Waterwegen en Zeekanaal» (Voies navigables et Canal maritime), société anonyme de droit public ( <i>Mon. 16 juillet 1994</i> ) . . . . .	355
24 novembre 1994. – DÉCRET du Conseil régional wallon portant dissolution de l'Office de la navigation et création de l'Office de promotion des voies navigables ( <i>Mon. 23 décembre 1994</i> ) . . . . .	355
2 mars 1999. – DÉCRET du Parlement flamand portant sur la politique et la gestion des ports maritimes ( <i>Mon. 8 avril 1999</i> ) . . . . .	356
2 avril 2004. – DÉCRET du Parlement flamand portant transformation du «Dienst voor de Scheepvaart» (Office de la Navigation) en agence autonomisée externe de droit public, dénommée «De Scheepvaart» ( <i>Mon. 26 mai 2004</i> ) . . . . .	362
31 mai 1999. – LOI instituant une Commission fédérale de la politique des ports maritimes ( <i>Mon. 24 juin 1999</i> ) . . . . .	365
8 mai 2009. – DÉCRET (du Parlement flamand) autorisant la création de l'agence autonomisée externe de droit privé «n.v. Vlaamse Havens» (s.a. Ports flamands) et modifiant le décret du 2 mars 1999 portant sur la politique et la gestion des ports maritimes ( <i>Mon. 5 juin 2009</i> ) . . . . .	365

### Chapitre III - Circulation

23 septembre 1910. – CONVENTIONS internationales pour l'unification de certaines règles en matière d'abordage, et en matière d'assistance et de sauvetage maritimes ( <i>Mon. 26 février 1913</i> ) . . . . .	368
30 juillet 1926. – LOI instituant un Conseil d'enquête maritime ( <i>Mon. 11 août 1926</i> ) . . . . .	369
5 mai 1936. – LOI fixant le statut des capitaines de port ( <i>Mon. 8-9 juin 1936</i> ) . . . . .	373
9 décembre 1943. – ARRÊTÉ-LOI sur la réhabilitation des gens de mer et sur l'extinction des poursuites répressives et des peines relatives à certaines infractions maritimes ( <i>Mon. 15 février 1944</i> ) . . . . .	374
10 mai 1952. – CONVENTION internationale pour l'unification de certaines règles relatives à la compétence pénale en matière d'abordage et autres événements de navigation ( <i>Mon. 19 juillet 1952</i> ) . . . . .	374

10 mai 1952. – CONVENTION internationale pour l'unification de certaines règles relatives à la compétence civile en matière d'abordage ( <i>Mon. 19 juillet 1952</i> ) . . . . .	374	1 <sup>er</sup> juin 1999. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand délimitant les zones dans lesquelles sont effectivement fournis des services de pilotage ordinaire, de pilotage à distance et d'assistance au trafic ( <i>Mon. 8 octobre 1999</i> ) . . . . .	411
9 avril 1965. – CONVENTION visant à faciliter le trafic maritime international et Annexe, faites à Londres ( <i>Mon. 24 février 1967</i> ) . . . . .	375	1 <sup>er</sup> juin 1999. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand relatif à la perception des droits de pilotage et autres indemnités ( <i>Mon. 8 octobre 1999</i> ) . . . . .	411
3 novembre 1967. – LOI sur le pilotage des bâtiments de mer ( <i>Mon. 5 janvier 1968</i> ) . . . . .	375	1 <sup>er</sup> juin 1999. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand instaurant le brevet de pilote, le permis de pilote temporaire et la preuve de légitimation ( <i>Mon. 8 octobre 1999</i> ) . . . . .	411
31 mai 1968. – ARRÊTÉ ROYAL portant règlement de police de l'Escaut maritime inférieur ( <i>Mon. 25 juillet 1968</i> ) . . . . .	376	1 <sup>er</sup> juin 1999. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand relatif au brevet de pilote de port ( <i>Mon. 8 octobre 1999</i> ) . . . . .	412
20 octobre 1972. – CONVENTION sur le règlement international pour prévenir les abordages en mer ( <i>Mon. 12 juin 1976</i> ) . . . . .	376	11 mars 2002. – ARRÊTÉ ROYAL établissant des règles et normes de sécurité pour les navires à passagers utilisés pour effectuer des voyages nationaux et modifiant l'arrêté royal du 12 novembre 1981 concernant les règles pour navires à passagers n'effectuant pas de voyage international et naviguant exclusivement dans une zone de navigation restreinte le long de la côte et l'arrêté royal du 20 juillet 1973 portant règlement sur l'inspection maritime ( <i>Mon. 23 mai 2002</i> ) . . . . .	413
20 octobre 1972. – CONVENTION sur le Règlement international de 1972 pour prévenir les abordages en mer ( <i>Mon. 15 septembre 1982</i> ) . . . . .	376	27 juin 2002. – DIRECTIVE 2002/59/CE du Parlement européen et du Conseil relative à la mise en place d'un système communautaire de suivi du trafic des navires et d'information, et abrogeant la directive 93/75/CEE du Conseil ( <i>J.O. L 208, 5 août 2002</i> ) . . . . .	413
20 octobre 1972. – RÈGLEMENT INTERNATIONAL de 1972 pour prévenir les abordages en mer . . . . .	377	31 mars 2004. – RÈGLEMENT (CE) n° 725/2004 du Parlement européen et du Conseil relatif à l'amélioration de la sûreté des navires et des installations portuaires ( <i>J.O. L 129, 29 avril 2004</i> ) . . . . .	413
20 juillet 1973. – ARRÊTÉ ROYAL portant règlement sur l'inspection maritime ( <i>Mon. 20 novembre 1973</i> ) . . . . .	384	1 <sup>er</sup> septembre 2004. – ARRÊTÉ ROYAL concernant le dépôt des déchets d'exploitation des navires et des résidus de cargaison et modifiant l'arrêté royal du 20 juillet 1973 portant règlement sur l'inspection maritime ( <i>Mon. 24 septembre 2004</i> ) . . . . .	413
20 juin 1977. – ARRÊTÉ ROYAL exécutant la loi de la Convention sur le règlement international de 1972 pour prévenir les abordages en mer, règlement y annexé et ses annexes ( <i>Mon. 14 juillet 1977</i> ) . . . . .	384	11 avril 2005. – ARRÊTÉ ROYAL relatif au contrôle frontalier aux frontières maritimes externes ( <i>Mon. 4 mai 2005</i> ) . . . . .	413
4 août 1981. – ARRÊTÉ ROYAL portant règlement de police et de navigation pour la mer territoriale belge, les ports et les plages du littoral belge ( <i>Mon. 1<sup>er</sup> septembre 1981; Err. Mon. 27 octobre 1981</i> ) . . . . .	385	17 septembre 2005. – ARRÊTÉ ROYAL transposant la directive 2002/59/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2002 relative à la mise en place d'un système communautaire de suivi du trafic des navires et d'information et abrogeant la directive 93/75/CEE du Conseil ( <i>Mon. 11 octobre 2005</i> ) . . . . .	414
12 novembre 1981. – ARRÊTÉ ROYAL concernant les règles pour les navires passagers n'effectuant pas de voyage international et naviguant exclusivement dans une zone de navigation restreinte le long de la côte ( <i>Mon. 4 février 1982</i> ) . . . . .	393	16 juin 2006. – DÉCRET du Parlement flamand relatif à l'assistance à la navigation sur les voies d'accès maritimes et à l'organisation du «Maritiem Reddings- en Coördinatiecentrum» (Centre de coordination et de sauvetage maritimes) ( <i>Mon. 26 octobre 2006</i> ) . . . . .	416
8 juin 1983. – LOI créant le certificat de pilote hauturier pour le pilotage des navires en mer du Nord et dans la Manche ( <i>Mon. 21 juillet 1983</i> ) . . . . .	393	5 février 2007. – LOI relative à la sûreté maritime ( <i>Mon. 27 avril 2007</i> ) . . . . .	423
17 octobre 1984. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de la loi du 8 juin 1983 créant le certificat de pilote hauturier en mer du Nord et dans la Manche ( <i>Mon. 13 novembre 1984</i> ) . . . . .	393	21 avril 2007. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la sûreté maritime ( <i>Mon. 27 avril 2007</i> ) . . . . .	425
10 mars 1988. – CONVENTION pour la répression d'actes illicites contre la sécurité de la navigation maritime, faite à Rome ( <i>Mon. 23 mai 2005</i> ) . . . . .	394	26 octobre 2007. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand relatif à l'assistance à la navigation ( <i>Mon. 8 novembre 2007</i> ) . . . . .	426
10 mars 1988. – PROTOCOLE pour la répression d'actes illicites contre la sécurité des plate-formes fixes situées sur le plateau continental, fait à Rome ( <i>Mon. 23 mai 2005</i> ) . . . . .	395	23 avril 2009. – RÈGLEMENT (C.E.) n° 391/2009 du Parlement européen et du Conseil établissant des règles et normes communes concernant les organismes habilités à effectuer l'inspection et la visite des navires ( <i>J.O. L 131, 28 mai 2009; Rect. J.O. L 74, 22 mars 2010</i> ) . . . . .	430
28 avril 1989. – CONVENTION internationale de 1989 sur l'assistance ( <i>Mon. 18 août 2004</i> ) . . . . .	396	23 avril 2009. – DIRECTIVE 2009/15/CE du Parlement européen et du Conseil établissant des règles et normes communes concernant les organismes habilités à effectuer l'inspection et la visite des navires et les activités pertinentes des administrations maritimes ( <i>J.O. L 131, 28 mai 2009</i> ) . . . . .	430
23 septembre 1992. – ARRÊTÉ ROYAL portant règlement de police de l'Escaut maritime inférieur ( <i>Mon. 17 octobre 1992</i> ) . . . . .	399	6 mai 2009. – DIRECTIVE 2009/45/CE du Parlement européen et du Conseil établissant des règles et normes de sécurité pour les navires à passagers (Refonte) ( <i>J.O. L 163, 25 juin 2009</i> ) . . . . .	430
23 septembre 1992. – ARRÊTÉ ROYAL portant règlement de navigation du Canal de Gand à Terneuzen ( <i>Mon. 17 octobre 1992</i> ) . . . . .	405	1 <sup>er</sup> juin 2010. – DIRECTIVE 2010/36/UE de la Commission modifiant la directive 2009/45/CE du Parlement européen et du Conseil établissant des règles et normes de sécurité pour les navires à passagers ( <i>J.O. L 162, 29 juin 2010</i> ) . . . . .	433
19 avril 1995. – DÉCRET du Conseil flamand relatif à l'organisation et au fonctionnement du service de pilotage de la Région flamande et relatif aux brevets de pilote de port, de maître d'équipage et de pilote de haute mer ( <i>Mon. 5 septembre 1995</i> ) . . . . .	406		
16 mai 1995. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL relatif aux modalités de délivrance des brevets de conduite exigés pour la navigation sur les voies navigables du Royaume en ce qui concerne certaines catégories de bateaux de plaisance ( <i>Mon. 31 mai 1995</i> ) . . . . .	409		
23 décembre 1998. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux équipements marins et modifiant l'arrêté royal du 20 juillet 1973 portant règlement sur l'inspection maritime ( <i>Mon. 30 décembre 1998</i> ) . . . . .	410		
3 mai 1999. – LOI organisant la répartition des compétences suite à l'intégration de la police maritime, de la police aéronautique et de la police des chemins de fer dans la police fédérale ( <i>Mon. 29 mai 1999</i> ) . . . . .	410		

20 octobre 2010. – DIRECTIVE 2010/65/CE concernant les formalités déclaratives applicables aux navires à l'entrée et/ou à la sortie des ports des États membres et abrogeant la directive 2002/6/CE (*J.O. L 283, 29 octobre 2010*) 433

15 août 2012. – ARRÊTÉ ROYAL adoptant la norme contraignante pour la fourniture des renseignements en matière de sûreté préalable à l'entrée dans un port belge (*Mon. 3 septembre 2012*) 433

### Chapitre IV - Exploitation

4 septembre 1908. – LOI relative à la saisie et à la surenchère sur aliénation volontaire des navires et des bateaux, ainsi qu'à la compétence en matière maritime et fluviale (*Mon. 25 septembre 1908*) 436

10 avril 1926. – CONVENTION internationale pour l'unification de certaines règles relatives aux privilèges et hypothèques maritimes, et protocole de signature, signés à Bruxelles (*Mon. 10 avril 1926*) 437

10 avril 1926. – CONVENTION INTERNATIONALE pour l'unification de certaines règles concernant les immunités des navires d'Etat, signée à Bruxelles le 10 avril 1926, complétée par le protocole du 24 mai 1934 (*Mon. 1<sup>er</sup> juin 1931*) 438

5 juin 1928. – LOI portant révision du Code disciplinaire et pénal pour la marine marchande et la pêche maritime (*Mon. 26 juillet 1928*) 438

24 mai 1934. – PROTOCOLE ADDITIONNEL à la Convention internationale du 10 avril 1926 pour l'unification de certaines règles concernant les immunités des navires d'Etat (*Mon. 9 septembre 1936*) 443

23 août 1948. – LOI tendant à assurer le maintien et le développement de la marine marchande, de la pêche maritime et instituant à ces fins un Fonds de l'armement et des constructions maritimes (*Mon. 11 septembre 1948; Err. Mon. 8 octobre 1948*) 443

10 mai 1952. – CONVENTION internationale pour l'unification de certaines règles sur la saisie conservatoire des navires de mer (*Mon. 19 juillet 1952*) 443

10 octobre 1967. – CODE JUDICIAIRE 444

29 novembre 1967. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la pollution des eaux de la mer par les hydrocarbures (*Mon. 4 janvier 1968*) 447

23 juin 1969. – CONVENTION internationale de 1969 sur la jaugeage des navires, et annexes, faites à Londres (*Mon. 4 août 1976*) 448

29 novembre 1969. – CONVENTION internationale de 1992 sur la responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures (Convention de 1992 sur la responsabilité)/CLC (version consolidée de la CLC 1969 et du Protocole 1992) 450

29 novembre 1969. – CONVENTION internationale sur l'intervention en haute mer en cas d'accident entraînant ou pouvant entraîner une pollution par les hydrocarbures 454

1<sup>er</sup> juillet 1971. – LOI portant création de la Régie des transports maritimes (R.T.M.) (*Mon. 30 juillet 1971*) 454

17 décembre 1971. – CONVENTION relative à la responsabilité civile dans le domaine du transport maritime de matières nucléaires, faite à Bruxelles le 17 décembre 1971 (*Mon. 6 octobre 1989*) 455

18 décembre 1971. – CONVENTION internationale portant création d'un Fonds international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures (destinée à compléter la Convention internationale de 1969 sur la responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures) (*Mon. 5 novembre 1993*) 455

5 juin 1972. – LOI sur la sécurité des bâtiments de navigation (*Mon. 17 octobre 1972*) 461

2 novembre 1973. – CONVENTION INTERNATIONALE de 1973 pour la prévention de la pollution des navires (MARPOL 73/78) 466

13 décembre 1974. – CONVENTION relative au transport par mer de passagers et de leurs bagages (*Mon. 6 octobre 1989*) 469

20 juillet 1976. – LOI portant approbation et exécution de la Convention internationale sur la responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures (CLC) et de l'annexe, faites à Bruxelles le 29 novembre 1969 (*Mon. 13 avril 1977*) 469

19 novembre 1976. – CONVENTION sur la limitation de la responsabilité en matière de créances maritimes (L.L.M.C.) (*Mon. 6 octobre 1989*) 469

12 juillet 1983. – LOI sur le jaugeage des navires (*Mon. 8 septembre 1983*) 472

25 janvier 1984. – LOI protégeant la marine marchande belge (*Mon. 6 mars 1984*) 474

7 mai 1984. – ARRÊTÉ ROYAL d'exécution de la loi du 12 juillet 1983 sur le jaugeage des navires (*Mon. 17 juillet 1984*) 474

14 août 1984. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les conditions minimales que doivent remplir certains navires-citernes voulant faire escale dans un port belge (*Mon. 22 septembre 1984*) 477

21 décembre 1990. – LOI relative à l'enregistrement des navires (*Mon. 29 décembre 1990*) 477

27 novembre 1992. – PROTOCOLE modifiant la convention internationale de 1969 sur la responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures (*Mon. 16 mars 1999*) 479

27 novembre 1992. – PROTOCOLE de 1992 modifiant la Convention internationale de 1971 portant création d'un Fonds international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures (*Mon. 16 mars 1999*) 480

7 décembre 1992. – RÈGLEMENT (CEE) n° 3577/92 du Conseil concernant l'application du principe de la libre circulation des services aux transports maritimes à l'intérieur des États membres (cabotage maritime) (*J.O. L 364, 12 décembre 1992*) 482

6 août 1993. – LOI portant approbation et exécution de la Convention internationale portant création d'un fonds international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures, faite à Bruxelles le 18 décembre 1971, et portant exécution des Protocoles à cette Convention, faits à Londres le 27 novembre 1992 et le 16 mai 2003 (*Mon. 5 novembre 1993*) 483

19 juillet 1994. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de la loi du 6 août 1993 portant approbation et exécution de la Convention internationale portant création d'un fonds international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures, faite à Bruxelles le 18 décembre 1971, et portant exécution des Protocoles à cette Convention, fait à Londres le 27 novembre 1992 et le 16 mai 2003 (*Mon. 16 septembre 1994*) 485

6 avril 1995. – LOI relative à la prévention de la pollution par les navires (*Mon. 27 juin 1995*) 485

4 avril 1996. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'enregistrement des navires et l'entrée en vigueur de la loi du 21 décembre 1990 relative à l'enregistrement des navires (*Mon. 11 mai 1996*) 490

2 mai 1996. – PROTOCOLE modifiant la Convention de 1976 sur la limitation de la responsabilité en matière de créances maritimes (*Mon. 28 décembre 2009*) 494

25 juin 1996. – DIRECTIVE 96/40/CE de la Commission instituant un modèle commun de carte d'identité pour les inspecteurs agissant dans le cadre du contrôle de l'État du port (*J.O. L 196, 7 août 1996*) 495

18 juin 1998. – DIRECTIVE 98/41/CE du Conseil de l'Union européenne relative à l'enregistrement des personnes voyageant à bord de navires à passagers opérant à destination ou au départ de ports d'États membres de la Communauté (*J.O. L 188, 2 juillet 1998*) 495

12 mars 1999. – CONVENTION internationale sur la saisie conservatoire des navires. 495

4 juin 1999. – ARRÊTÉ ROYAL: 1<sup>o</sup> relatif à l'inscription et à l'enregistrement des bateaux de plaisance; 2<sup>o</sup> modifiant l'arrêté royal du 4 avril 1996 relatif à l'enregistrement des navires; 3<sup>o</sup> modifiant l'arrêté royal du 4 août 1981 portant règlement de police et de navigation pour la mer territoriale belge, les ports et les plages du littoral belge (*Mon. 14 août 1999*) 497

1 <sup>er</sup> décembre 1999. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'enregistrement des personnes voyageant à bord de navires à passagers ( <i>Mon. 29 décembre 1999</i> )	500	15 juin 2011. – ARRÊTÉ ROYAL concernant le respect des obligations de l'État du pavillon ( <i>Mon. 17 juin 2011</i> )	522
23 mars 2001. – CONVENTION internationale sur la responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures de soute ( <i>Mon. 30 octobre 2009</i> )	501	20 juillet 2011. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon relatif au contrôle par l'État du port ( <i>Mon. 16 août 2011</i> )	523
5 octobre 2001. – CONVENTION INTERNATIONALE sur le contrôle des systèmes antisalissure nuisibles sur les navires ( <i>Mon. 3 juillet 2009</i> )	503	27 juillet 2011. – LOI relative à l'autorité compétente pour l'accueil des navires ayant besoin d'assistance ( <i>Mon. 12 août 2011</i> )	524
1 <sup>er</sup> novembre 2002. – CONVENTION d'Athènes de 2002 relative au transport par mer de passagers et de leurs bagages ( <i>Mon. 11 avril 2014</i> )	503	12 janvier 2012. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale transposant la Directive 2009/16/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2009 relative au contrôle par l'État du port ( <i>Mon. 6 février 2012</i> )	525
1 <sup>er</sup> novembre 2002. – PROTOCOLE de 2002 à la Convention d'Athènes de 1974 relative au transport par mer de passagers et de leurs bagages ( <i>J.O. L 8, 12 janvier 2012</i> )	507	25 janvier 2012. – ARRÊTÉ ROYAL modifiant diverses dispositions transposant la Directive 2002/59/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2002 relative à la mise en place d'un système communautaire de suivi du trafic des navires et d'information, et abrogeant la Directive 93/75/CEE du Conseil, afin de transposer partiellement la Directive 2011/15/UE de la Commission du 23 février 2011 modifiant la Directive 2002/59/CE du Parlement européen et du Conseil relative à la mise en place d'un système communautaire de suivi du trafic des navires et d'information ( <i>Mon. 15 février 2012</i> )	526
30 avril 2003. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif aux installations de réception portuaires pour les déchets d'exploitation des navires et les résidus de cargaison ( <i>Mon. 16 mai 2003</i> )	508	30 janvier 2012. – LOI réglant des matières visées à l'article 78 de la Constitution en matière d'assurance des propriétaires de navires pour les créances maritimes ( <i>Mon. 2 mars 2012</i> )	526
16 mai 2003. – PROTOCOLE DE 2003 à la convention internationale de 1992 portant création d'un Fonds international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures ( <i>Mon. 21 décembre 2005</i> )	508	2 juin 2012. – LOI relative à l'organisme fédéral d'enquête sur les accidents de navigation ( <i>Mon. 18 juin 2012</i> )	527
4 juin 2004. – RÈGLES d'York et d'Anvers 2004	511	13 juin 2012. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la responsabilité des transporteurs de passagers par mer en cas d'accident ( <i>Mon. 14 septembre 2012</i> )	530
7 septembre 2005. – DIRECTIVE 2005/35/CE du Parlement européen et du Conseil relative à la pollution causée par les navires et à l'introduction de sanctions, notamment pénales, en cas d'infractions de pollution ( <i>J.O. L 255, 30 septembre 2005; Rect. J.O. L 33, 4 février 2006; Rect. J.O. L 105, 13 avril 2006</i> )	514	3 août 2012. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'organisme fédéral d'enquête sur les accidents de navigation précisant le rapportage et fixant la carte de légitimation ( <i>Mon. 7 septembre 2012</i> )	531
23 avril 2009. – DIRECTIVE 2009/16/CE du Parlement européen et du Conseil relative au contrôle par l'État du port ( <i>J.O. L 131, 28 mai 2009; Rect. J.O. L 32, 1<sup>er</sup> février 2013</i> )	514	1 <sup>er</sup> octobre 2012. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'organisme fédéral d'enquête sur les accidents de navigation précisant les modalités d'organisation, de composition et de fonctionnement et fixant les compétences du personnel ( <i>Mon. 10 octobre 2012</i> )	531
23 avril 2009. – DIRECTIVE 2009/18/CE du Parlement européen et du Conseil établissant les principes fondamentaux régissant les enquêtes sur les accidents dans le secteur des transports maritimes et modifiant la directive 1999/35/CE du Conseil et la directive 2002/59/CE du Parlement européen et du Conseil ( <i>J.O. L 131, 28 mai 2009</i> )	514	26 novembre 2012. – LOI portant assentiment au Protocole de 2002 à la Convention d'Athènes de 1974 relative au transport par mer de passagers et de leurs bagages, fait à Londres le 1 <sup>er</sup> novembre 2002 ( <i>Mon. 11 avril 2014</i> )	531
23 avril 2009. – DIRECTIVE 2009/20/CE du Parlement européen et du Conseil relative à l'assurance des propriétaires de navires pour les créances maritimes ( <i>J.O. L 131, 28 mai 2009</i> )	514	19 décembre 2012. – LOI portant exécution de Conventions internationales diverses en matière de responsabilité civile pour la pollution par les navires, concernant des matières visées à l'article 78 de la Constitution ( <i>Mon. 26 avril 2013</i> )	532
23 avril 2009. – DIRECTIVE 2009/21/CE du Parlement européen et du Conseil concernant le respect des obligations des États du pavillon ( <i>J.O. L 131, 28 mai 2009</i> )	514	13 mars 2013. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de Conventions internationales diverses en matière de responsabilité civile pour la pollution par les navires ( <i>Mon. 26 avril 2013</i> )	533
23 avril 2009. – RÈGLEMENT (C.E.) n° 392/2009 du Parlement européen et du Conseil relatif à la responsabilité des transporteurs de passagers par mer en cas d'accident ( <i>J.O. L 131, 28 mai 2009</i> )	514	23 juillet 2014. – DIRECTIVE 2014/90/U.E. du Parlement européen et du Conseil relative aux équipements marins et abrogeant la directive 96/98/CE du Conseil ( <i>J.O. L 257, 28 août 2014</i> )	533
10 septembre 2009. – LOI portant assentiment au Protocole de 1996 modifiant la Convention de 1976 sur la limitation de la responsabilité en matière de créances maritimes, fait à Londres le 2 mai 1996 ( <i>Mon. 28 décembre 2009</i> )	515		
28 septembre 2009. – RÈGLEMENT (C.E.) n° 906/2009 de la Commission concernant l'application de l'article 81, paragraphe 3, du traité à certaines catégories d'accords, de décisions et de pratiques concertées entre compagnies maritimes de ligne («consortiums») ( <i>J.O. L 256, 29 septembre 2009</i> )	515	<b>Chapitre V - Contrats</b>	
22 décembre 2010. – ARRÊTÉ ROYAL relatif au contrôle par l'État du port ( <i>Mon. 29 décembre 2010</i> )	516	25 août 1924. – CONVENTION pour l'unification de certaines règles en matière de connaissance ( <i>Mon. 1<sup>er</sup>-2 juin 1931</i> )	542
23 février 2011. – DIRECTIVE 2011/15/UE de la Commission modifiant la directive 2002/59/CE du Parlement européen et du Conseil relative à la mise en place d'un système communautaire de suivi du trafic des navires et d'information ( <i>J.O. L 49, 24 février 2011</i> )	520	11 mars 1978. – CONVENTION des Nations Unies sur le transport des marchandises par mer (1978): Règles de Hambourg	544
13 mars 2011. – ARRÊTÉ ROYAL établissant des règles et normes communes concernant les organismes habilités à effectuer l'inspection et la visite des navires et les activités pertinentes des administrations maritimes ( <i>Mon. 23 mars 2011; Add. Mon. 5 avril 2011</i> )	520	6 février 1979. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la réglementation des transports maritimes et aériens ( <i>Mon. 6 mars 1979</i> )	544
		24 novembre 2010. – RÈGLEMENT (U.E.) n° 1177/2010 du Parlement européen et du Conseil concernant les droits des passagers voyageant par mer ou par voie de navigation intérieure et modifiant le règlement (C.E.) n° 2006/2004 ( <i>J.O. L 334, 17 décembre 2010</i> )	544

## LIVRE VI - DES TRANSPORTS FERROVIAIRES

### Titre I<sup>er</sup> - Des transports ferroviaires en général

#### Titre II - Des chemins de fer

##### Chapitre I<sup>er</sup> - Généralités

30 août 2013. – LOI portant le Code ferroviaire (*Mon. 20 décembre 2013*) 548

30 août 2013. – LOI relative à la réforme des chemins de fer belges (*Mon. 13 septembre 2013*). . . . . 576

##### Chapitre II - Infrastructures

14 février 1935. – LOI établissant la servitude de débroussaillage sur les terrains limitrophes des voies ferrées (*Mon. 24 février 1935*) . . . . . 579

14 juin 2004. – ARRÊTÉ ROYAL portant réforme des structures de gestion de l'infrastructure ferroviaire (*Mon. 24 juin 2004*). . . . . 579

18 octobre 2004. – ARRÊTÉ ROYAL portant certaines mesures de réorganisation de la Société nationale des chemins de fer belges (*Mon. 20 octobre 2004*). . . . . 580

9 décembre 2004. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la répartition des capacités de l'infrastructure ferroviaire et à la redevance d'utilisation de l'infrastructure ferroviaire (*Mon. 21 décembre 2004*). . . . . 580

17 juin 2008. – DIRECTIVE 2008/57/CE du Parlement européen et du Conseil relative à l'interopérabilité du système ferroviaire au sein de la Communauté (refonte) (*J.O. L 191, 18 juillet 2008; Rect. J.O. L 103, 22 avril 2015*). . . 584

28 septembre 2008. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la restructuration du Fonds de l'infrastructure ferroviaire (*Mon. 2 octobre 2008*). . . . . 585

##### Chapitre III - Circulation

12 avril 1835. – LOI concernant les péages et règlements de police sur les chemins de fer (*Bull. off. n° XXIV*). . . . . 586

11 mars 1866. – LOI interprétative (*Mon. 15 mars 1866*) . . . . . 586

25 juillet 1891. – LOI révisant la loi du 15 avril 1843 sur la police des chemins de fer (*Mon. 3-4 août 1891*). . . . . 586

20 décembre 2007. – ARRÊTÉ ROYAL portant règlement de police sur les chemins de fer (*Mon. 15 juillet 2008*). . . . . 587

21 novembre 2012. – DIRECTIVE 2012/34/UE du Parlement européen et du Conseil établissant un espace ferroviaire unique européen (refonte) (*J.O. L 343, 14 décembre 2012; Rect. J.O. L 67, 12 mars 2015*). . . . . 589

##### Chapitre IV - Exploitation

23 juillet 1926. – LOI relative à la S.N.C.B. et au personnel des chemins de fer belges (*Mon. 24 juillet 1926*) . . . . . 590

27 juillet 1962. – LOI établissant une intervention des employeurs dans la perte subie par la Société nationale des chemins de fer belges par l'émission d'abonnements pour ouvriers et employés (*Mon. 31 juillet 1962*) . . . . . 591

28 juillet 1962. – ARRÊTÉ ROYAL fixant le montant et les modalités du paiement de l'intervention des employeurs dans la perte subie par la Société nationale des chemins de fer belges par l'émission d'abonnements pour ouvriers et employés (*Mon. 31 juillet 1962*). . . . . 591

21 mars 1991. – LOI portant réforme de certaines entreprises publiques économiques (*Mon. 27 mars 1991*) . . . . . 591

22 décembre 2003. – LOI-PROGRAMME (*Mon. 31 décembre 2003*). . . 600

XVI

29 avril 2004. – DIRECTIVE 2004/49/CE du Parlement européen et du Conseil concernant la sécurité des chemins de fer communautaires et modifiant la directive 95/18/CE du Conseil concernant les licences des entreprises ferroviaires, ainsi que la directive 2001/14/CE concernant la répartition des capacités d'infrastructure ferroviaire, la tarification de l'infrastructure ferroviaire et la certification en matière de sécurité (directive sur la sécurité ferroviaire) (*J.O. L 164, 30 avril 2004; Rect. J.O. L 220, 21 juin 2004 et J.O. L 204, 4 août 2001; Refonte: J.O. L 191, 18 février 2007*). . . . . 601

23 octobre 2007. – RÈGLEMENT (CE) n° 1370/2007 du Parlement européen et du Conseil relatif aux services publics de transport de voyageurs par chemin de fer et par route, et abrogeant les règlements (CEE) n° 1191/69 et (CEE) n° 1107/70 du Conseil (*J.O. L 315, 3 décembre 2007*). . . . . 601

28 juin 2009. – ARRÊTÉ ROYAL relatif au transport des marchandises dangereuses par route ou par chemin de fer, à l'exception des matières explosibles et radioactives (*Mon. 30 juin 2009; Err. Mon. 27 mai 2011*). . . . . 601

28 avril 2010. – LOI portant des dispositions diverses (*Mon. 10 mai 2010*) 604

22 septembre 2010. – RÈGLEMENT (U.E.) n° 913/2010 du Parlement européen et du Conseil relatif au réseau ferroviaire européen pour un fret compétitif (*J.O. L 276, 20 octobre 2010; Rect. J.O. 23 novembre 2012*) . . . . . 605

22 juin 2011. – ARRÊTÉ ROYAL désignant l'organisme d'enquête sur les accidents et les incidents ferroviaires (*Mon. 8 juillet 2011*). . . . . 608

22 juin 2011. – ARRÊTÉ ROYAL désignant l'autorité de sécurité ferroviaire (*Mon. 8 juillet 2011*). . . . . 608

24 octobre 2012. – ARRÊTÉ ROYAL relatif au Service de médiation pour les voyageurs ferroviaires (*Mon. 13 novembre 2012*) . . . . . 608

21 novembre 2012. – DIRECTIVE 2012/34/UE du Parlement européen et du Conseil établissant un espace ferroviaire unique européen (refonte) (*J.O. L 343, 14 décembre 2012; Rect. J.O. L 67, 12 mars 2015*). . . . . 608

7 novembre 2013. – ARRÊTÉ ROYAL portant réforme des structures de la SNCB Holding, d'Infrabel et de la SNCB (1) (*Mon. 13 novembre 2013*) . 608

11 décembre 2013. – ARRÊTÉ ROYAL portant réforme des structures de la SNCB Holding, d'Infrabel et de la SNCB (2) (*Mon. 16 décembre 2013*) . 608

11 décembre 2013. – ARRÊTÉ ROYAL relatif au personnel des Chemins de fer belges (1) (*Mon. 16 décembre 2013*). . . . . 608

16 décembre 2013. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de l'article 1<sup>er</sup>, deuxième paragraphe, de l'arrêté royal du 11 décembre 2013 relatif au personnel des Chemins de fer belges (*Mon. 18 décembre 2013*) . . . . . 608

13 juin 2014. – ARRÊTÉ ROYAL portant règlement de la composition et du fonctionnement du comité consultatif pour les voyageurs ferroviaires (*Mon. 13 août 2014*) . . . . . 610

11 mai 2016. – RÈGLEMENT (U.E.) 2016/796 du Parlement européen et du Conseil relatif à l'Agence de l'Union européenne pour les chemins de fer et abrogeant le règlement (C.E.) n° 881/2004 (*J.O. L 138, 26 mai 2016*) . . . 611

##### Chapitre V - Contrats

10 - 15 septembre 1807. – CODE DE COMMERCE . . . . . 612

25 août 1891. – LOI portant révision du titre de Code de commerce concernant les contrats de transports (*Mon. 26 août 1891*). . . . . 612

6 mars 1900. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux déclarations en matière de transport de marchandises par chemin de fer (*Mon. 21 mars 1900*). . . . . 613

9 mai 1980. – CONVENTION relative aux transports internationaux ferroviaires (C.O.T.I.F.) dans la teneur du protocole de modification du 3 juin 1999 (*Mon. 30 août 2007*). . . . . 613

23 octobre 2007. – RÈGLEMENT (C.E.) n° 1371/2007 du Parlement européen et du Conseil sur les droits et obligations des voyageurs ferroviaires (*J.O. L 315, 3 décembre 2007*). . . . . 653

6 avril 2010. – LOI relative à la conservation obligatoire auprès d'un transporteur ferroviaire des bagages et marchandises perdus, abandonnés ou non réclamés ( <i>Mon. 16 juin 2010; Err. Mon. 21 juin 2010</i> ) . . . . .	657	18 avril 2013. – DÉCRET du Conseil régional wallon relatif au cadre pour le déploiement de systèmes de transport intelligents dans le domaine du transport routier et d'interfaces avec d'autres modes de transport ( <i>Mon. 26 avril 2013</i> ) . . . . .	678
15 mai 2014. – LOI relative aux droits et obligations des voyageurs ferroviaires ( <i>Mon. 12 juin 2014</i> ) . . . . .	657	5 juillet 2013. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand relatif au cadre pour le déploiement de systèmes de transport intelligents dans le domaine du transport routier et d'interfaces avec d'autres modes de transport ( <i>Mon. 24 juillet 2013</i> ) . . . . .	678
<b>Titre III - Des chemins de fer vicinaux</b>			
21 décembre 1989. – DÉCRET du Conseil régional wallon relatif au service de transport public de personnes en Région wallonne ( <i>Mon. 8 mars 1990</i> ) . . . . .	660	<b>Chapitre II - Infrastructures</b>	
31 juillet 1990. – DÉCRET du Parlement flamand relatif à l'agence autonome sée externe Vlaamse Vervoermaatschappij - De Lijn ( <i>Mon. 27 octobre 1990</i> ) . . . . .	665	<b>Chapitre III - Circulation</b>	
1 <sup>er</sup> janvier 1991. – ACCORD DE COOPÉRATION entre la Région flamande et la Région wallonne concernant les transports réguliers interrégionaux ( <i>Mon. 2 avril 1992</i> ) . . . . .	669	<b>Chapitre IV - Exploitation</b>	
17 juin 1991. – ACCORD DE COOPÉRATION entre la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant le transport régulier, de et vers la Région de Bruxelles-Capitale ( <i>Mon. 31 octobre 1991</i> ) . . . . .	669	19 juillet 2000. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la perception et à la consignation d'une somme lors de la constatation de certaines infractions en matière de transport par route ( <i>Mon. 26 juillet 2000; Err. Mon. 5 octobre 2000</i> ) . . . . .	680
14 mai 2004. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand relatif à l'exploitation et aux tarifs de la VVM ( <i>Mon. 20 juillet 2004</i> ) . . . . .	669	15 juillet 2003. – DIRECTIVE 2003/59/CE du Parlement européen et du Conseil relative à la qualification initiale et à la formation continue des conducteurs de certains véhicules routiers affectés aux transports de marchandises ou de voyageurs, modifiant le règlement (CEE) n° 3820/85 du Conseil ainsi que la directive 91/439/CEE du Conseil et abrogeant la directive 76/914/CEE du Conseil ( <i>J.O. 10 septembre 2003, L 226</i> ) . . . . .	681
<b>Titre IV - Des tramways</b>		14 juillet 2005. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution du règlement (CEE) n° 3821/85 du 20 décembre 1985 concernant l'appareil de contrôle dans le domaine des transports par route ( <i>Mon. 26 juillet 2005; Err. Mon. 5 septembre 2005</i> ) . . . . .	681
9 juillet 1875. – LOI sur les tramways ( <i>Mon. 11 juillet 1875</i> ) . . . . .	674	5 août 2005. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL désignant l'organisme compétent pour l'émission et la distribution des cartes tachygraphiques ( <i>Mon. 8 août 2005</i> ) . . . . .	684
15 septembre 1976. – ARRÊTÉ ROYAL portant règlement sur la police des transports de personnes par tram, pré-métro, métro, autobus et autocar ( <i>Mon. 18 septembre 1976</i> ) . . . . .	674	15 mars 2006. – DIRECTIVE 2006/22/CE du Parlement européen et du Conseil établissant les conditions minimales à respecter pour la mise en œuvre des règlements du Conseil (CEE) n° 3820/85 et (CEE) n° 3821/85 concernant la législation sociale relative aux activités de transport routier et abrogeant la directive 88/599/CEE du Conseil ( <i>J.O. L 102, 11 avril 2006</i> ) . . . . .	684
22 novembre 1990. – ORDONNANCE de la Région de Bruxelles-capitale relative à l'organisation des transports en commun dans la Région de Bruxelles-Capitale ( <i>Mon. 28 novembre 1990</i> ) . . . . .	674	15 mars 2006. – RÈGLEMENT (CE) n° 561/2006 du Parlement européen et du Conseil de la Communauté européenne relatif à l'harmonisation de certaines dispositions de la législation sociale dans le domaine des transports par route, modifiant les règlements (CEE) n° 3821/85 et (CE) n° 2135/98 du Conseil et abrogeant le règlement (CEE) n° 3820/85 du Conseil ( <i>J.O. L 102, 11 avril 2006</i> ) . . . . .	686
13 décembre 2007. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale fixant certaines conditions d'exploitation des transports en commun en Région de Bruxelles-capitale ( <i>Mon. 10 janvier 2008</i> ) . . . . .	675	9 avril 2007. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution du règlement (C.E.) n° 561/2006 du Parlement européen et du conseil du 15 mars 2006 relatif à l'harmonisation de certaines dispositions de la législation sociale dans le domaine des transports par route, modifiant les règlements (C.E.E.) n° 3821/85 et (C.E.) n° 2135/98 du conseil et abrogeant le règlement (C.E.E.) n° 3820/85 du conseil et transposant partiellement la directive 2002/15/C.E. du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2002 relative à l'aménagement du temps de travail des personnes exécutant des activités mobiles de transport routier ( <i>Mon. 11 avril 2007</i> ) . . . . .	689
<b>Titre V - Des trolleybus</b>		8 mai 2007. – ARRÊTÉ ROYAL portant transposition de la directive 2006/22/CE du Parlement européen et du conseil du 15 mars 2006 établissant les conditions minimales à respecter pour la mise en œuvre des règlements du conseil (C.E.E.) n° 3820/85 et (C.E.E.) n° 3821/85 concernant la législation sociale relative aux activités de transport routier et abrogeant la directive 88/599/CEE du conseil ( <i>Mon. 23 août 2007</i> ) . . . . .	691
29 août 1931. – LOI étendant au trolleybus les dispositions de la loi du 24 juin 1885 sur les chemins de fer vicinaux et des lois des 9 juillet 1875 et 15 août 1897 sur les tramways ( <i>Mon. 5 septembre 1931</i> ) . . . . .	677	21 octobre 2009. – RÈGLEMENT (C.E.) n° 1071/2009 du Parlement européen et du conseil établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la directive 96/26/CE du conseil ( <i>J.O. L 300, 14 novembre 2009</i> ) . . . . .	691
4 janvier 1940. – ARRÊTÉ ROYAL contenant règlement de police relatif à l'exploitation des lignes de trolleybus concédées ou à concéder par le Gouvernement, en application de la loi du 29 août 1931 étendant aux trolleybus les lois des 9 juillet 1875 et 15 août 1897 sur les tramways ( <i>Mon. 3 février 1940</i> ) . . . . .	677		
<b>LIVRE VII - DES TRANSPORTS PAR ROUTE</b>			
<b>Titre I<sup>er</sup> - Des règles applicables à tous les transports par route</b>			
<b>Chapitre I<sup>er</sup> - Généralités</b>			
7 juillet 2010. – DIRECTIVE 2010/40/UE du Parlement européen et du Conseil concernant le cadre pour le déploiement de systèmes de transport intelligents dans le domaine du transport routier et d'interfaces avec d'autres modes de transport ( <i>J.O. L 207, 6 août 2010</i> ) . . . . .	678		
28 mars 2013. – ORDONNANCE du Parlement de la Région de Bruxelles-capitale concernant le cadre relatif au déploiement des systèmes de transport intelligents dans le domaine du transport routier et d'interfaces avec d'autres modes de transport ( <i>Mon. 15 avril 2013</i> ) . . . . .	678		
29 mars 2013. – DÉCRET du Parlement flamand concernant le cadre pour le déploiement de systèmes de transport intelligents dans le domaine du transport routier et d'interfaces avec d'autres modes de transport ( <i>Mon. 16 avril 2013</i> ) . . . . .	678		
<i>Édition 2016 (1<sup>er</sup> août 2016) – © Bruylant</i>			
Tome 6		XVII	

16 décembre 2010. – RÈGLEMENT n° 1213/2010 de la Commission établissant des règles communes concernant l'interconnexion des registres électroniques nationaux relatifs aux entreprises de transport routier (*J.O. L 335, 18 décembre 2010*) . . . . . 695

29 décembre 2010. – LOI portant des dispositions diverses (I) (*Mon. 31 décembre 2010*) . . . . . 695

27 février 2013. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la perception et à la consignation d'une somme lors de la constatation d'infractions en matière de circulation routière des véhicules exceptionnels et modifiant les arrêtés royaux des 24 mars 1997, 19 juillet 2000, 22 décembre 2003 et 1<sup>er</sup> septembre 2006 relatifs à la perception et à la consignation d'une somme lors de la constatation de certaines infractions (*Mon. 23 août 2013*) . . . . . 695

15 juillet 2013. – LOI relative à l'eRegistre des entreprises de transport par route (*Mon. 18 février 2014*) . . . . . 700

4 février 2014. – RÈGLEMENT (U.E.) n° 165/2014 du Parlement Européen et du Conseil relatif aux tachygraphes dans les transports routiers, abrogeant le règlement (C.E.E.) n° 3821/85 du Conseil concernant l'appareil de contrôle dans le domaine des transports par route et modifiant le règlement (C.E.) n° 561/2006 du Parlement européen et du Conseil relatif à l'harmonisation de certaines dispositions de la législation sociale dans le domaine des transports par route (*J.O. L 60, 28 février 2014*) . . . . . 702

3 octobre 2014. – TRAITÉ Benelux relatif à la coopération transfrontalière en matière d'inspection du transport routier . . . . . 709

21 janvier 2016. – RÈGLEMENT d'exécution (U.E.) 2016/68 de la Commission relatif aux procédures et spécifications communes nécessaires pour l'interconnexion des registres électroniques des cartes de conducteur (*J.O. L 15, 22 janvier 2016*) . . . . . 711

18 mars 2016. – RÈGLEMENT (U.E.) 2016/403 de la Commission complétant le règlement (C.E.) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne la classification des infractions graves aux règles de l'Union pouvant porter préjudice à l'honorabilité des transporteurs par route, et modifiant l'annexe 3 de la directive 2006/22/CE du Parlement européen et du Conseil (*J.O. L 74, 19 mars 2016*) . . . . . 715

18 mars 2016. – RÈGLEMENT d'exécution (U.E.) 2016/799 de la Commission mettant en œuvre le règlement (U.E.) n° 165/2014 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les exigences applicables à la construction, aux essais, à l'installation, à l'utilisation et à la réparation des tachygraphes et de leurs composants (*J.O. L 139, 26 mai 2016*) . . . . . 715

1<sup>er</sup> avril 2016. – RÈGLEMENT d'exécution (U.E.) 2016/480 de la Commission établissant des règles communes concernant l'interconnexion des registres électroniques nationaux relatifs aux entreprises de transport routier et abrogeant le règlement (U.E.) n° 1213/2010 (*J.O. L 87, 2 avril 2016*) . . . . . 715

**Chapitre V - Contrats**

25 août 1891. – LOI portant revision du titre de Code de commerce concernant les contrats de transports (*Mon. 26 août 1891*) . . . . . 720

**Titre II - Des transports de personnes par route**

**Sous-titre I<sup>er</sup> - Transports par autobus et autocars**

**Chapitre I<sup>er</sup> - Généralités**

**Chapitre II - Infrastructure**

**Chapitre III - Circulation**

15 septembre 1976. – ARRÊTÉ ROYAL portant règlement sur la police des transports de personnes par tram, pré-métro, métro, autobus et autocar (*Mon. 18 septembre 1976*) . . . . . 721

**Chapitre IV - Exploitation**

30 décembre 1946. – ARRÊTÉ-LOI relatif aux transports rémunérés de voyageurs par route effectués par autobus et par autocars (*Mon. 20-21 janvier 1947; Err. Mon. 25 mars 1947*) . . . . . 723

15 mars 1947. – ARRÊTÉ DU RÉGENT concernant le règlement relatif aux autorisations de transport rémunéré de personnes par véhicules automobiles (*Mon. 23 mars 1947*) . . . . . 728

15 juin 1947. – ARRÊTÉ DU RÉGENT portant des dispositions relatives à l'assurance des véhicules automobiles affectés au transport rémunéré de personnes (*Mon. 4 juillet 1947*) . . . . . 729

20 septembre 1947. – ARRÊTÉ DU RÉGENT portant le règlement général relatif aux services réguliers, aux services réguliers temporaires, aux services réguliers spécialisés et aux services occasionnels (*Mon. 5 novembre 1947*) . . . . . 730

Règlement déterminant les conditions générales relatives aux services réguliers, aux services réguliers temporaires, aux services réguliers spécialisés et aux services occasionnels. . . . . 730

25 septembre 1947. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL concernant les conditions spéciales relatives aux services publics d'autobus, aux services d'autobus temporaires, aux services spéciaux d'autobus et aux services d'autocars (*Mon. 5 novembre 1947*) . . . . . 733

26 avril 1962. – LOI relative au transport en commun des élèves des établissements d'enseignement (*Mon. 4 mai 1962*) . . . . . 733

28 juin 1962. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux autorisations de transport en commun des élèves des établissements d'enseignement (*Mon. 30 juin 1962*) . . . . . 733

20 janvier 1975. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL concernant l'agrément d'organismes pour la délivrance des carnets de feuilles de route (*Mon. 31 janvier 1975*) . . . . . 733

31 juillet 1980. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les conditions d'octroi des autorisations de services spéciaux d'autobus (*Mon. 23 août 1980*) . . . . . 733

16 décembre 1982. – RÈGLEMENT (CEE) n° 56/83 concernant l'exécution de l'accord relatif aux services occasionnels internationaux de voyageurs par route effectués par autocar ou par autobus (ASOR) (*J.O. L 10, 13 janvier 1983*) . . . . . 733

18 février 1986. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution du Règlement (CEE) n° 56/83 du 16 décembre 1982 concernant l'exécution de l'accord relatif aux services occasionnels internationaux de voyageurs par route effectués par autocars ou par autobus (ASOR) (*Mon. 19 avril 1986*) . . . . . 734

21 décembre 1989. – DÉCRET du Conseil régional wallon relatif au service de transport public de personnes en Région wallonne (*Mon. 8 mars 1990*) . . . . . 734

31 juillet 1990. – DÉCRET du Parlement flamand relatif à l'agence autonome externe Vlaamse Vervoermaatschappij - De Lijn (*Mon. 27 octobre 1990*) . . . . . 734

1<sup>er</sup> janvier 1991. – ACCORD DE COOPÉRATION entre la Région flamande et la Région wallonne concernant les transports réguliers interrégionaux (*Mon. 2 avril 1992*) . . . . . 734

17 juin 1991. – ACCORD DE COOPÉRATION entre la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant le transport régulier, de et vers la Région de Bruxelles-Capitale (*Mon. 31 octobre 1991*) . . . . . 735

8 juillet 1993. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Région wallonne instituant un Comité consultatif des transports publics de personnes par route (*Mon. 21 septembre 1993*) . . . . . 735

8 juillet 1993. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Région wallonne portant création de commissions des services réguliers, des services réguliers spécialisés et des services de taxis (*Mon. 12 octobre 1993*) . . . . . 735

27 avril 1995. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon portant approbation du cahier des charges type en matière de transport des élèves fréquentant les établissements d'enseignement organisés ou subventionnés par la Communauté française sur le territoire de la région de langue française (*Mon. 18 août 1995*) . . . . . 735



6 mai 1975. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la perception de taxes et surtaxes en matière d'exploitation de services de taxis ( <i>Mon. 21 mai 1975</i> ) . . . . .	793	10 novembre 1999. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale portant délégation de compétence et réglant la signature des actes du Gouvernement en matière de transport rémunéré de personnes par taxis et voitures de location avec chauffeur ( <i>Mon. 27 janvier 2000</i> ) . . . . .	800
25 juin 1975. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL fixant les périmètres pour le transport par taxis ( <i>Mon. 1<sup>er</sup> juillet 1975</i> ) . . . . .	793	20 avril 2001. – DÉCRET du Parlement flamand relatif à l'organisation du transport de personnes par la route ( <i>Mon. 21 août 2001</i> ) . . . . .	800
7 juillet 1975. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux comités consultatifs régionaux des taxis ( <i>Mon. 6 août 1975</i> ) . . . . .	793	11 janvier 2002. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL fixant les prix maxima pour le transport par taxis ( <i>Mon. 1<sup>er</sup> février 2002</i> ) . . . . .	800
16 octobre 1975. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL concernant le fonctionnement du voyant lumineux en matière d'exploitation de services de taxis ( <i>Mon. 29 octobre 1975</i> ) . . . . .	793	18 juillet 2003. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand relatif aux services de taxi et aux services de location de véhicules avec chauffeur ( <i>Mon. 19 juillet 2003</i> ) . . . . .	800
25 septembre 1984. – ARRÊTÉ ROYAL relatif au comité consultatif des transports de personnes par route ( <i>Mon. 26 octobre 1984</i> ) . . . . .	793	4 septembre 2003. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale précisant les critères complémentaires selon lesquels les demandes d'autorisation d'exploiter un service de taxis sont examinées et fixant la forme et le contenu de l'avis au public et la procédure d'examen des demandes ( <i>Mon. 2 octobre 2003</i> ) . . . . .	806
30 août 1985. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL portant création de sous-comités consultatifs au sein du comité consultatif des transports de personnes par route ( <i>Mon. 25 octobre 1985</i> ) . . . . .	793	4 septembre 2003. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale fixant le nombre maximum de véhicules pour lesquels des autorisations d'exploiter un service de taxis peuvent être délivrées sur le territoire de la Région de Bruxelles-capitale ( <i>Mon. 2 octobre 2003</i> ) . . . . .	807
16 janvier 1992. – RÈGLEMENT du Conseil de la Région de Bruxelles-capitale portant taxe et surtaxes en matière d'exploitation de services de taxis ( <i>Mon. 19 février 1992; Err. Mon. 10 mars 1992</i> ) . . . . .	793	12 septembre 2003. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand portant le rapportage sur le transport de personnes par la route ( <i>Mon. 1<sup>er</sup> décembre 2003</i> ) . . . . .	807
16 janvier 1992. – RÈGLEMENT du Conseil de la Région de Bruxelles-capitale fixant le tarif applicable pour le transport rémunéré de personnes par taxis ( <i>Mon. 21 janvier 1992</i> ) . . . . .	793	12 mai 2005. – ARRÊTÉ portant application du décret du 29 avril 2004 relatif à l'organisation du transport médico-sanitaire ( <i>Mon. 27 mai 2005</i> ) . . . . .	807
16 janvier 1992. – ARRÊTÉ de l'exécutif de la Région de Bruxelles-capitale portant exécution de l'article 5 du règlement du 16 janvier 1992 fixant le tarif applicable pour le transport rémunéré de personnes par taxis ( <i>Mon. 21 janvier 1992</i> ) . . . . .	793	29 mars 2007. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale relatif aux services de taxis et aux services de location de voitures avec chauffeur ( <i>Mon. 3 mai 2007; Err. Mon. 15 juin 2007</i> ) . . . . .	807
8 juillet 1993. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Région wallonne instituant un Comité consultatif des transports publics de personnes par route ( <i>Mon. 21 septembre 1993</i> ) . . . . .	793	4 juin 2007. – DÉCRET du conseil de la Communauté germanophone relatif au transport non urgent de patients ( <i>Mon. 7 août 2007</i> ) . . . . .	820
8 juillet 1993. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Région wallonne portant création de commissions des services réguliers, des services réguliers spécialisés et des services de taxis ( <i>Mon. 12 octobre 1993</i> ) . . . . .	793	18 octobre 2007. – DÉCRET (du Conseil régional wallon) relatif aux services de taxis et aux services de location de voitures avec chauffeur ( <i>Mon. 20 novembre 2007</i> ) . . . . .	820
27 avril 1995. – ORDONNANCE (du Conseil de la Région de Bruxelles-capitale) relative aux services de taxis et aux services de location de voitures avec chauffeur ( <i>Mon. 1<sup>er</sup> juin 1995</i> ) . . . . .	793	20 mars 2008. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale fixant les tarifs minima applicables aux services de location de voitures avec chauffeur ( <i>Mon. 7 avril 2008</i> ) . . . . .	823
9 mai 1995. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale déterminant les modalités de déclaration des exploitations de service de location de voiture avec chauffeur ( <i>Mon. 1<sup>er</sup> juin 1995</i> ) . . . . .	799	8 mai 2008. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale fixant le montant ainsi que le délai et les modalités de paiement des amendes administratives en application de l'ordonnance du 27 avril 1995 relative aux services de taxis et aux services de location de voitures avec chauffeur ( <i>Mon. 28 mai 2008</i> ) . . . . .	823
16 octobre 1995. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL de la Région de Bruxelles-capitale portant délégation de compétence au Secrétaire d'État régional adjoint au Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale en matière de transport rémunéré de personnes par taxis et voitures de location avec chauffeur ( <i>Mon. 9 décembre 1995</i> ) . . . . .	799	29 mai 2008. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale relatif à la fixation des conditions particulières d'exploitation des taxis collectifs ( <i>Mon. 10 juin 2008</i> ) . . . . .	825
16 novembre 1995. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale fixant la composition, le fonctionnement et les attributions du Comité consultatif régional des taxis et des voitures de location avec chauffeur pour la Région de Bruxelles-capitale ( <i>Mon. 22 décembre 1995</i> ) . . . . .	799	7 mai 2009. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Communauté germanophone relatif au transport non urgent de patients ( <i>Mon. 28 septembre 2009</i> ) . . . . .	825
15 février 1996. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale portant désignation des fonctionnaires compétents pour l'établissement et le recouvrement de certaines taxes prévues dans l'ordonnance du 27 avril 1995 relative aux services de taxis et aux services de location de voitures avec chauffeur ( <i>Mon. 24 mai 1996</i> ) . . . . .	800	3 juin 2009. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon fixant les prix maxima pour le transport par taxis ( <i>Mon. 14 juillet 2009</i> ) . . . . .	825
23 octobre 1997. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale relatif à l'octroi de subventions pour l'adaptation et l'équipement des taxis bruxellois ( <i>Mon. 25 février 1998</i> ) . . . . .	800	3 juin 2009. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 18 octobre 2007 relatif aux services de taxis et aux services de location de voitures avec chauffeur ( <i>Mon. 8 septembre 2009</i> ) . . . . .	825
4 février 1999. – DÉCRET du Conseil régional wallon relatif à la désignation des fonctionnaires chargés du contrôle de la réglementation sur les transports de personnes en Région wallonne ( <i>Mon. 16 février 1999</i> ) . . . . .	800	3 juin 2009. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon relatif à la perception de taxes et à l'octroi d'une prime en matière d'exploitation de services de taxis, location de voitures avec chauffeur et taxis collectifs ( <i>Mon. 8 septembre 2009</i> ) . . . . .	834
4 mars 1999. – ARRÊTÉ du Gouvernement de Bruxelles-capitale relatif à l'octroi de subventions pour l'adaptation et l'équipement des taxis bruxellois ( <i>Mon. 4 août 1999</i> ) . . . . .	800	4 février 2010. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale fixant les tarifs applicables aux services de taxis collectifs ( <i>Mon. 9 mars 2010</i> ) . . . . .	835
		26 août 2010. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale relatif à la fixation des tarifs applicables aux services de taxis ( <i>Mon. 14 octobre 2010</i> ) . . . . .	835



21 octobre 2009. – RÈGLEMENT (C.E.) n° 1072/2009 du Parlement européen et du conseil de la Communauté européenne établissant des règles communes pour l'accès au marché du transport international de marchandises par route (*J.O. L 300, 14 novembre 2009*) . . . . . 855

15 juillet 2013. – LOI relative au transport de marchandises par route et portant exécution du Règlement (C.E.) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil et portant exécution du Règlement (C.E.) n° 1072/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché du transport international de marchandises par route (*Mon. 18 février 2014*) . . . . . 858

22 mai 2014. – ARRÊTÉ ROYAL relatif au transport de marchandises par route (*Mon. 15 juillet 2014*) . . . . . 866

23 mai 2014. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL pris en exécution de l'arrêté royal du 22 mai 2014 relatif au transport de marchandises par route (*Mon. 15 juillet 2014*) . . . . . 877

**Chapitre V - Contrats**

19 mai 1956. – CONVENTION relative au contrat de transport international de marchandises par route (CMR), et du Protocole de signature (*Mon. 8 novembre 1962*) . . . . . 887

15 juillet 2013. – LOI relative au transport de marchandises par route et portant exécution du Règlement (C.E.) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil et portant exécution du Règlement (C.E.) n° 1072/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché du transport international de marchandises par route (*Mon. 18 février 2014*) . . . . . 892

23 mai 2014. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL pris en exécution de l'arrêté royal du 22 mai 2014 relatif au transport de marchandises par route (*Mon. 15 juillet 2014*) . . . . . 892

**LIVRE VIII - DES VOIRIES TERRESTRES**

10 avril 1841. – LOI sur les chemins vicinaux (*Bull. off. XXIII, n° 162*) . . . . . 894

9 août 1948. – LOI portant modification à la législation sur la voirie par terre (*Mon. 25 août 1948*) . . . . . 897

10 mai 1999. – DÉCRET (du Conseil de la Communauté germanophone) relatif à la dénomination des voies publiques (*Mon. 15 janvier 2000*) . . . . . 897

29 mars 2002. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand relatif à l'octroi de licences, à la fixation et la perception de rétributions pour l'utilisation privative du domaine public des routes, des voies navigables et leurs attenances, les digues maritimes et les digues (*Mon. 30 mai 2002*) . . . . . 897

3 décembre 2005. – LOI instaurant une indemnité compensatoire de pertes de revenus en faveur des travailleurs indépendants victimes de nuisances dues à la réalisation de travaux sur le domaine public (*Mon. 2 février 2006*) . . . . . 900

10 juin 2006. – ARRÊTÉ ROYAL déterminant le pourcentage annuel visé à l'article 3, alinéa 2, de la loi du 3 décembre 2005 instaurant une indemnité compensatoire de pertes de revenus en faveur des travailleurs indépendants victimes de nuisances dues à la réalisation de travaux sur le domaine public (*Mon. 26 juin 2006*) . . . . . 901

21 décembre 2006. – ARRÊTÉ ROYAL déterminant le pourcentage annuel visé à l'article 3, alinéa 2, de la loi du 3 décembre 2005 instaurant une indemnité compensatoire de pertes de revenus en faveur des travailleurs indépendants victimes de nuisances dues à la réalisation de travaux sur le domaine public pour l'année 2007 (*Mon. 4 janvier 2007*) . . . . . 901

3 décembre 2007. – ARRÊTÉ ROYAL déterminant le pourcentage annuel visé à l'article 3, alinéa 2, de la loi du 3 décembre 2005 instaurant une indemnité compensatoire de pertes de revenus en faveur des travailleurs indépendants victimes de nuisances dues à la réalisation de travaux sur le domaine public pour l'année 2008 (*Mon. 19 décembre 2007*) . . . . . 901

10 juin 2006. – ARRÊTÉ ROYAL fixant la date d'entrée en vigueur visée à l'article 14 de la loi du 3 décembre 2005 instaurant une indemnité compensatoire de pertes de revenus en faveur des travailleurs indépendants victimes de nuisances dues à la réalisation de travaux sur le domaine public (*Mon. 26 juin 2006*) . . . . . 904

10 juin 2006. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de l'article 3, alinéa 5, de la loi du 3 décembre 2005 instaurant une indemnité compensatoire de pertes de revenus en faveur des travailleurs indépendants victimes de nuisances dues à la réalisation de travaux sur le domaine public (*Mon. 26 juin 2006*) . . . . . 904

10 juin 2006. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux modalités de recours contre la décision du Fonds de participation visées par les articles 6, § 4, alinéa 1<sup>er</sup>, 7, § 3, alinéa 1<sup>er</sup> et 9, § 3, alinéa 1<sup>er</sup> de la loi du 3 décembre 2005 instaurant une indemnité compensatoire de pertes de revenus en faveur des travailleurs indépendants victimes de nuisances dues à la réalisation de travaux sur le domaine public (*Mon. 26 juin 2006*) . . . . . 904

10 juin 2006. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux tarifs, aux modalités de paiement et de perception visés par l'article 12, § 3, alinéa 2, de la loi du 3 décembre 2005 instaurant une indemnité compensatoire de pertes de revenus en faveur des travailleurs indépendants victimes de nuisances dues à la réalisation de travaux sur le domaine public (*Mon. 26 juin 2006*) . . . . . 904

3 juillet 2008. – ORDONNANCE relative aux chantiers en voirie (*Mon. 6 août 2008*) . . . . . 905

22 janvier 2009. – ORDONNANCE du Parlement de la Région de Bruxelles-capitale portant organisation de la politique du stationnement et création de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-capitale (*Mon. 30 janvier 2009*) . . . . . 915

19 mars 2009. – DÉCRET du Parlement wallon relatif à la conservation du domaine public régional routier et des voies hydrauliques (*Mon. 8 mai 2009*) . . . . . 920

27 mars 2009. – DÉCRET du Parlement flamand établissant un cadre pour la compensation des usagers lors de modifications d'affectation, surimpressions et servitudes d'intérêt public (*Mon. 6 mai 2009*) . . . . . 924

18 juin 2009. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon fixant l'entrée en vigueur du décret du 19 mars 2009 relatif à la conservation du domaine public régional routier et des voies hydrauliques ainsi que les modalités de désignation des policiers domaniaux et des fonctionnaires habilités à infliger les amendes administratives (*Mon. 4 août 2009*) . . . . . 925

22 décembre 2010. – DÉCRET du Parlement wallon relatif à la sécurité routière et portant des dispositions diverses en matière routière et de voies hydrauliques (*Mon. 25 janvier 2011*) . . . . . 925

13 janvier 2011. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon relatif aux subventions pour la conservation du domaine public régional routier et des voies hydrauliques (*Mon. 24 janvier 2011*) . . . . . 925

19 mai 2011. – ORDONNANCE (du Parlement de la Région de Bruxelles-capitale) relative à la gestion de la sécurité des infrastructures routières (*Mon. 8 juin 2011*) . . . . . 925

3 mai 2013. – DÉCRET du Parlement flamand relatif à la protection de l'infrastructure routière dans le cas du transport routier exceptionnel (*Mon. 13 juin 2013*) . . . . . 925

11 juillet 2013. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale relatif à l'exécution des chantiers en voirie (*Mon. 6 septembre 2013*) . . . . . 928

6 février 2014. – DÉCRET du Parlement wallon relatif à la voirie communale (*Mon. 4 mars 2014*) . . . . . 931